



Actualisation du Document de Référence 2017

*Rapport financier semestriel
au 30 juin 2018 inclus*

La présente actualisation du Document de Référence 2017 a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 27 juillet 2018, conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle complète le Document de Référence 2017 déposé auprès de l'AMF le 26 février 2018 sous le numéro D.18-0074. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cette actualisation du Document de Référence 2017 peut être consultée sur les sites Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et celui de l'émetteur (www.atos.net).

Sommaire

A.	RAPPORT D'ACTIVITÉ	3
A.1	Atos au premier semestre 2018	3
A.2	Revue opérationnelle	7
A.3	Objectifs 2018	22
A.4	Facteurs de risques	23
A.5	Parties liées.....	24
B.	ETATS FINANCIERS	25
B.1	Revue financière	25
B.2	Etats financiers consolidés résumés semestriels	31
B.3	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2018	53
C.	PERSONNES RESPONSABLES	54
C.1	Responsable de l'Actualisation du Document de Référence	54
C.2	Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence	54
C.3	Responsables du contrôle des comptes	54
D.	GOVERNANCE ET INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES	55
D.1	Renouvellement de mandats et composition du Conseil d'Administration	55
D.2	Assemblée générale annuelle du 24 mai 2018.....	55
D.3	Rémunération et actionnariat des dirigeants	56
D.4	Evolution du capital	58
E.	ANNEXES	65
E.1	Contacts	65
E.2	Calendrier financier	65
E.3	Table de concordance AMF	66
E.4	Table des matières détaillée	69

A. Rapport d'activité

A.1 Atos au premier semestre 2018

Janvier

Atos a annoncé le **2 janvier** la finalisation de l'acquisition de Convergence Creators Holding GmbH (CVC), filiale de Siemens et fournisseur international de solutions de transformation numérique multisectorielles, dont le projet avait été annoncé le 2 octobre 2017. CVC fournit des solutions logicielles dans les réseaux de communication et de la sécurité des entreprises.

Le **15 janvier**, Atos a été reconnu leader mondial des services IoT (Internet des Objets) par Everest Group dans sa dernière étude spécialisée, évaluant les performances IoT de 18 fournisseurs mondiaux de services numériques. L'excellence opérationnelle d'Atos en intégration de systèmes et les solutions prêtes à l'emploi de Worldline sont reconnues pour aider les clients à progresser rapidement, du PoC à la production.

Le **22 janvier**, Atos a remporté un contrat pour livrer son tout dernier supercalculateur, le « BullSequana X1000 », au Centre de recherche de Jülich, en Allemagne. La machine de 12 petaflops, capable d'exécuter plus de 12 millions de milliards d'opérations par seconde, sera le supercalculateur le plus rapide d'Allemagne et l'un des plus puissants au monde.

Le **30 janvier**, Atos a remporté un contrat auprès de Henkel, leader mondial des biens de grande consommation (beauté, soin et maison) et des technologies adhésives, pour mettre en œuvre d'importants services d'externalisation informatique. Dans le cadre de ce contrat, Atos sera en charge de l'infrastructure des Datacenters de Henkel, dont la gestion mondiale est assurée sur deux grands sites en Allemagne et aux États-Unis. Fort de ces services, Henkel profite de la transformation digitale du marché et renforce sa position de leader.

Février

Le **5 février**, Atos est positionné par Gartner parmi les leaders européens du dernier Magic Quadrant pour les services de gestion de l'environnement de travail (Magic Quadrant for Managed Workplace Services, Europe) pour sa capacité d'exécution et le caractère holistique de sa vision stratégique.

Atos a remporté le **15 février** un contrat en Suède auprès d'EuroMaint Rail AB, leader européen de la maintenance ferroviaire, pour créer une infrastructure flexible et moderne comprenant des solutions d'environnement de travail connecté (Digital Workplace). Ce contrat, d'une durée de 5 ans, permettra de réduire les coûts tout en assurant sécurité et conformité. EuroMaint Rail a trouvé avec Atos un partenaire de confiance pour poursuivre sa transformation digitale et relever les défis de demain.

Le **21 février**, Atos a annoncé ses résultats 2017 et l'atteinte de tous ses objectifs annuels. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 12 691 millions d'euros, +10,1% à taux de change constants, et +2,3% de croissance organique, particulièrement porté par la Digital Transformation Factory d'Atos. La marge opérationnelle a atteint 1 292 millions d'euros, représentant 10,2% du chiffre d'affaires, comparé à 8,9% en 2016 à périmètre et taux de change constants. La dynamique commerciale du Groupe a été particulièrement forte en 2017 avec un niveau de prise de commandes à 13,9 milliards d'euros en augmentation de +6,8% comparé à 13 milliards d'euros en 2016. Ceci a représenté un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 110% sur l'année dont 123% au quatrième trimestre. Le carnet de commandes a connu une hausse de +6,0% à 22,7 milliards d'euros fin 2017, représentant 1,8 année de chiffre d'affaires. Le montant total pondéré des propositions commerciales représentait 7,4 milliards en forte augmentation de +14,7% par rapport à 6,5 milliards fin 2016. Le résultat net s'est élevé à 665 millions d'euros, soit une hausse de +14,5% en excluant le gain de 51 millions d'euros réalisé en 2016 sur la cession de l'action Visa Europe. Le résultat net part du Groupe a atteint 601 millions d'euros, en augmentation de +10,7% par rapport à 2016 (hors cession de l'action Visa). Ainsi, le bénéfice par action part du Groupe s'est élevé 5,72 euros, +9,3% comparé à 2016 (hors cession de l'action Visa). Le bénéfice par action dilué part du Groupe a été de 8,24 euros, en hausse de +9,3% comparé à 2016. Le flux de trésorerie disponible s'est élevé à 714 millions d'euros en 2017, en augmentation de +25,4% par rapport à 569 millions en 2016, matérialisant une forte amélioration du taux de conversion de la marge opérationnelle à 55,3%, soit 56,5% hors effets non-récurrents d'optimisation des plans de retraite. La position nette de trésorerie du Groupe s'élevait à 307 millions d'euros fin décembre 2017, comparé à 329

millions d'euros en 2016 compte tenu des montants payés pendant l'année au titre des acquisitions et du dividende.

Mars

Le **20 mars**, Atos a remporté un contrat majeur auprès d'Aviva, leader de l'assurance et de la gestion d'actifs, pour fournir des services de gestion des données critiques. Le contrat porte sur une durée de six ans et demi.

Le **22 mars**, a annoncé être en charge de la gestion et de l'orchestration des principaux systèmes informatiques qui ont contribué au succès des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver de PyeongChang 2018. Cette année, pour la première fois dans l'histoire des Jeux Olympiques, toutes les applications critiques ont été hébergées à 100 % dans le Cloud. Atos a veillé à ce que les résultats soient diffusés dans le monde entier en moins de 0,3 seconde.

Atos et Siemens, leader mondial dans le domaine de l'ingénierie, ont annoncé le **26 mars** le renforcement de leur coopération stratégique, avec des projets d'accélération de leurs activités conjointes jusqu'en 2020 à travers un ambitieux plan de commercialisation conjointe et le renforcement de leur programme commun d'investissement et d'innovation. Le programme a été abondé de 100 millions d'euros, pour un total de 330 millions d'euros, soit plus de trois fois le montant initial, ce qui renforcera l'alliance stratégique entre Siemens et Atos, à travers la plateforme « IoT MindSphere – Codex », ainsi que la stratégie commerciale commune préférentielle.

Avril

Atos a annoncé le **9 avril** avoir fourni des services informatiques clés en tant que partenaire officiel de l'édition 2018 des Jeux du Commonwealth (GC2018). Ce statut reflète la contribution d'Atos à l'organisation du plus grand événement sportif de l'hémisphère sud de la décennie, ainsi que son partenariat fructueux avec la Gold Coast 2018 Commonwealth Games Corporation (GOLDOC).

Le **19 avril**, Atos a été positionné comme leader « Big Data & Analytics Services » dans le dernier rapport NEAT (NelsonHall Vendor Evaluation & Assessment Tool) de NelsonHall. Selon le rapport, Atos propose une offre de services complète qui comprend activités de conseil et intégration de services, plateformes et architectures de référence, ainsi qu'un ensemble de solutions pour l'industrie.

Atos et Siemens, leader mondial des technologies de pointe, ont annoncé le **23 avril** leur ambition d'accélérer davantage leur coopération commerciale dans les services et les technologies numériques, en particulier autour de MindSphere, le système d'exploitation ouvert IoT (Internet des Objets) basé sur le Cloud de Siemens. Ils prévoient un accord sur un partenariat privilégié pour la mise à disposition de Siemens MindSphere On-premise (sur site) géré par Atos.

Atos a conclu le **24 avril** un accord mondial avec Google Cloud afin de fournir la pleine capacité de Machine Learning et d'intelligence artificielle pour les besoins de transformation numérique des entreprises. Avec sa solution sécurisée de Cloud hybride, la plate-forme de gestion des données d'Atos apporte aux entreprises la solution à leurs préoccupations en termes de localisation des données critiques ainsi qu'un accès contrôlé à leurs données conforme aux réglementations européennes et internationales.

Atos a annoncé le **25 avril** son chiffre d'affaires du premier trimestre 2018. Le chiffre d'affaires a atteint 2 945 millions d'euros, +3,7% à taux de change constants et +2,0% à périmètre et taux de change constants. Le Groupe continue de bénéficier d'un fort dynamisme commercial avec un niveau de prises de commandes de 2 941 millions d'euros, soit un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 100%.

Le **30 avril**, Atos a participé à la transformation digitale de Scottish Water à travers un nouveau partenariat stratégique qui placera la technologie et l'innovation au cœur de l'approvisionnement en eau et de la gestion des eaux usées en Écosse. Dans un environnement digital en constante évolution, alors que les attentes des clients sont plus élevées que jamais, Scottish Water travaillera avec Atos et Capgemini afin de fournir des services informatiques et solutions technologiques qui aideront le service public à gérer leurs activités à l'échelle nationale.

Mai

Atos a annoncé le **4 mai** avoir remporté un contrat majeur aux Etats-Unis pour assurer la cybersécurité de l'Etat de Virginie. Avec ce contrat pluriannuel d'un montant de 120 millions de dollars, Atos fournira des solutions de pointe en cybersécurité prescriptive pour l'agence informatique de l'Etat de Virginie (Virginia Information Technology Agency – VITA). L'agence VITA, qui assure la cybersécurité, les services d'infrastructure informatique et la gouvernance informatique de l'Etat de Virginie, poursuit sa transformation digitale via une stratégie alliant sécurité, qualité et agilité, le tout dans des conditions

compétitives. L'Etat de Virginie a ainsi souhaité se doter de solutions de cybersécurité de pointe capables d'accompagner l'évolution des activités de ses différentes entités.

Le **15 mai**, Atos a annoncé que sa filiale Worldline a émis un communiqué de presse relatif à la signature avec SIX d'un accord afin de former un partenariat stratégique. Worldline ferait l'acquisition de SIX Payment Services, la division des services de paiements de SIX.

Le **25 mai** Atos a été positionné comme 'leader' des services de conformité au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) dans le dernier rapport NEAT (NelsonHall Vendor Evaluation & Assessment Tool) de NelsonHall.

Atos a publié le **28 mai** son Rapport intégré de Responsabilité d'Entreprise 2017 et annonce avoir rempli avec succès les conditions du « GRI Content Index Service » en appliquant l'option Standard « Comprehensive » conformément aux principes de « l'International Integrated Reporting Council »(IIRC). Pour la sixième année consécutive, Atos réalise un rapport intégré comprenant des informations clés du Groupe : ses résultats financiers, sa stratégie, sa matérialité et ses enjeux et initiatives RSE.

Juin

Le **7 juin**, Atos a annoncé avoir remporté deux contrats majeurs d'externalisation auprès de Siemens, l'un des leaders mondiaux dans le domaine de l'ingénierie, afin de piloter le programme de transformation digitale de l'industriel. Le premier contrat englobera de nombreuses activités couvrant les services de gestion des applications et le support technique des applications SAP, Microsoft et Business Intelligence, pour plusieurs divisions de Siemens. Le second contrat comprendra les services de gestion des applications pour les régions de Siemens en Europe, APAC et Amérique latine. Les deux contrats, d'une valeur totale supérieure à 200 millions d'euros, prendront effet à partir du quatrième trimestre 2018, pour une durée de cinq ans. La plupart de ces contrats représentent de nouvelles activités pour Atos.

Atos a annoncé le **14 juin** son classement parmi les 5 premiers acteurs mondiaux de la gestion des services de sécurité (« *Managed Security Services ou MSS* ») en termes de part de marché 2017, selon le dernier rapport de Gartner.

Atos a annoncé le **21 juin** que sa nouvelle plateforme d'observation de la Terre (EO), officiellement baptisée Mundi Web Services, est désormais en service et utilisée par plusieurs clients. Cette plateforme est soutenue par un nouveau consortium, composé des acteurs DLR, e-Geos, EOX, GAF, Sinergise, Spacemetric, Thales Alenia Space et T-Systems, et dirigé par Atos, au nom de la Commission Européenne et de l'ESA (Agence Spatiale Européenne). Mundi offre aux utilisateurs et aux entreprises un accès illimité, gratuit, complet et instantané aux données satellites géographiques Copernicus qu'ils peuvent associer à leurs propres données et outils afin d'élaborer de nouveaux produits et services innovants. Ceux-ci intègrent donc des informations précises, issues des satellites en temps réel.

Atos a remporté le **21 juin** un nouveau contrat avec Supercomputing Wales, le centre national de recherche de calcul intensif du Pays de Galles. Celui-ci donnera naissance au tout premier Centre d'Excellence de super calcul développé conjointement entre Atos et Dell EMC. Ce partenariat permettra à un consortium d'universités du Pays de Galles, dont les universités de Cardiff, Swansea, Aberystwyth et Bangor, de disposer d'installations de calcul à haute performance et de capacités de recherche en matière de Big Data.

Atos a annoncé le **21 juin** que l'option pour le paiement du dividende en actions s'était traduite par l'exercice de 62,79% des droits en faveur d'un paiement en actions. Ce taux de distribution du dividende en actions a donné lieu à une augmentation de 111,6 millions d'euros des capitaux propres d'Atos SE. Cette opération a entraîné la création de 1.063.666 actions nouvelles (représentant une augmentation de 1,01% du capital et des droits de vote exerçables), dont la livraison et l'admission aux négociations sur le marché Euronext Paris interviendront le 22 juin 2018. Le paiement du dividende ayant fait l'objet de l'option de paiement en numéraire a représenté un montant total de 67,5 millions d'euros. Il sera également versé le 22 juin 2018.

Le **22 juin**, Atos a été positionné comme leader des services 'Digital Banking' dans le dernier rapport NEAT (NelsonHall Vendor Evaluation & Assessment Tool) de NelsonHall.

Le **25 juin**, Atos et la Direction des applications militaires du CEA ont annoncé que Tera 1000 – supercalculateur co-développé pour les besoins de la Défense et de la dissuasion nucléaire – a été positionné en 14^{ème} position dans le classement mondial « Top 500 » des machines les plus puissantes au monde. Occupant la 14^{ème} place, Tera 1000 devient ainsi le supercalculateur généraliste européen le plus puissant d'Europe, atteignant une puissance de calcul de 25 petaflops pour une consommation énergétique extrêmement compétitive de 4 MW.

Le **26 juin**, Atos a été à nouveau positionné par Gartner parmi les leaders du Magic Quadrant *Data Center Outsourcing (DCO) and Hybrid Infrastructure Managed Services (HIMS)* en Europe[1] et en Amérique du Nord. C'est la septième année consécutive qu'Atos est nommé Leader en Europe, et la deuxième année consécutive en Amérique du Nord.

Le **27 juin**, Atos a annoncé avoir été choisi par le Groupe PSA, constructeur automobile et fournisseur de solutions de mobilité innovantes, pour soutenir l'accélération de la transformation digitale du groupe et son intégration avec Opel-Vauxhall. Ce contrat majeur, d'une durée de sept ans, s'appuie sur les centres d'expertises globaux d'Atos et prévoit la reprise des activités informatiques de PSA en Argentine. Le dispositif global servira les enjeux de toutes les entités du groupe PSA, sur l'ensemble des métiers et des géographies.

Le **27 juin**, Le Centre de calcul recherche et technologie (CCRT), situé au centre CEA de Bruyères-le-Châtel, et Atos, leader international de la transformation digitale, collaborent pour mettre à disposition des utilisateurs industriels du CCRT un des simulateurs quantiques les plus performants au monde. La machine, construite par Atos, permettra à des partenaires comme EDF, Safran, l'IFPEN ou encore le CEA lui-même d'évaluer les potentialités des technologies quantiques pour leurs besoins.

Juillet

Atos (EURONEXT PARIS:ATO), a annoncé le **22 juillet** avoir conclu un accord avec Syntel (NASDAQ:SYNT), société internationale de technologie d'information intégrée et de services de traitement de données, en vue de l'acquisition par Atos de Syntel pour un montant de c. 3,4 milliards de dollars américains, soit 41,0 dollars américains par action. Syntel apporte un ensemble puissant de solutions dans le digital dont il détient la propriété intellectuelle, reconnu par les principaux analystes industriels comme étant parmi les plus avancés dans les domaines de Cloud, réseaux sociaux, mobile, analyse de données, Internet des objets et automatisation, et générant de l'ordre de 40% de son chiffre d'affaires. Syntel viendra renforcer de manière significative la Division Business & Platform Solutions du Groupe avec sa plateforme de production qui génère une profitabilité opérationnelle parmi les plus élevées du secteur. Cette transaction permettra à Atos de proposer une offre complète de services aux clients nord-américains. Elle vient également fortement renforcer les marchés verticaux Banque, Finance, et Assurance. La grande complémentarité entre les deux sociétés crée de multiples opportunités de synergies commerciales sur les clients européens et américains des deux sociétés, dont le montant total attendu est d'environ 250 millions de dollars d'ici à 2021 avec de l'ordre de 20% de marge opérationnelle. Le montant des synergies prévues sur les coûts fin 2021 s'élève à 120 millions de dollars, résultant d'économies sur les coûts des achats, de l'immobilier, des fonctions supports, et de l'alignement des principaux indicateurs de la Division Business & Platform Solutions. La transaction devrait générer dès 2019, une relation à deux chiffres du Bénéfice Net Par Action, ainsi qu'une forte relation à deux chiffres du Bénéfice Net Par Action une fois toutes les synergies réalisées après 3 ans.

Le **23 juillet**, Atos a annoncé ses résultats financiers du premier semestre 2018. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 6 005 millions d'euros, +3,4% à taux de change constants et retraité d'IFRS 15 et à +1,7% à périmètre et taux de change constants, bénéficiant de la demande des grandes organisations qui opèrent leur transformation digitale. Ceci a particulièrement été le cas pour les Divisions Business & Platform Solutions, Big Data & Cybersecurity, et Worldline. En excluant l'Amérique du Nord qui devrait revenir en croissance d'ici à la fin de l'année, le Groupe a enregistré une croissance de +2.8%. La marge opérationnelle a atteint 545 millions d'euros, représentant 9,1% du chiffre d'affaires. Les prises de commandes se sont élevées à 7 051 millions d'euros avec un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 117%. Le flux de trésorerie disponible s'est élevé à 180 millions d'euros.

A.2 Revue opérationnelle

A.2.1 Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2018 s'élève à 6 005 millions d'euros, soit +3,6 % à taux de change constant après prise en compte des impacts d'IFRS 15, et +1,7 % à périmètre et taux de change constants. La marge opérationnelle atteint 545 millions d'euros, soit 9,1 % du chiffre d'affaires, ce qui représente une amélioration de +20 points de base et de +30 points de base hors éléments non récurrents des plans de retraite intervenus au premier semestre 2017 par rapport aux 523 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2017 à taux de change et périmètre constants.

En millions d'euros	S1 2018	S1 2017 après prise en compte d'IFRS 15	variation %	S1 2017 publié
Chiffre d'affaires statutaire	6 005	6 007	-0,0%	6 311
Effet de change		-202		-214
Chiffre d'affaires à taux de change constants	6 005	5 805	+3,4%	6 097
Effet des changements de périmètre		104		104
Effet de change sur les périmètres acquis ou cédés		-6		-6
Chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants	6 005	5 903	+1,7%	6 195
Marge opérationnelle statutaire	545	538	+1,3%	538
Effet des changements de périmètre		10		10
Effet de change		-26		-26
Marge opérationnelle à taux de change et périmètre constants	545	523	+4,3%	523
en % du chiffre d'affaires	9,1%	8,9%		8,4%

Le tableau ci-dessous présente les effets sur le chiffre d'affaires du premier semestre 2017 des acquisitions et des cessions, des transferts internes reflétant la nouvelle organisation du Groupe, de la mise en oeuvre de la norme IFRS15 et des variations de taux de change.

In @million	Chiffre d'affaires S1 2017					S1 2017 à périmètre et taux de change constants
	S1 2017 Publié	Périmètre	Transferts internes	IFRS 15	Taux de change*	
Allemagne	1 080	4	5	-56		1 034
Amérique du Nord	1 162	37	-13	-64	-120	1 001
Royaume Uni & Irlande	880			-44	-18	818
France	847	7	-4	-34		816
Benelux & Pays Nordiques	536			-18	-2	515
Autres Entités Opérationnelles	1 049	33	8	-70	-54	967
Worldline	757	23	4	-18	-13	753
TOTAL GROUP	6 311	104	-	-303	-208	5 903
Infrastructure & Data Management	3 589	6		-225	-154	3 216
Business & Platform Solutions	1 608	35	-4	-51	-33	1 555
Big Data & Cybersecurity	357	40		-9	-8	379
Worldline	757	23	4	-18	-13	753
TOTAL GROUP	6 311	104	-	-303	-208	5 903

* Taux de change moyen S1 2018

La mise en oeuvre de la norme IFRS 15 au 1^{er} janvier 2018 a conduit à un retraitement des comptes du premier semestre 2017 à hauteur de -303 millions d'euros sur le chiffre d'affaires.

L'effet de périmètre s'élève à +104 millions d'euros. Cela est principalement lié aux acquisitions de CVC, de Pursuit Healthcare Advisors, de Conduent's Healthcare Provider Consulting et de Conduent's Breakaway Group, de First Data Baltics, de DRWP, de MRL Posnet et d'Imakumo, d'une part, et à la cession de Chèque Services et de Paysquare Belgium d'autre part.

Les transferts internes suivants ont eu lieu au 1^{er} janvier 2018 : (i) les activités Diamis de Business & Platform Solutions en France vers Worldline, (ii) les activités des Autres Entités Opérationnelles vers l'Allemagne et (iii) les activités en Israël qui étaient consolidées en Amérique du Nord dans le cadre de l'acquisition de Xerox ITO vers les Autres Entités Opérationnelles.

L'effet de change négatif de -208 millions d'euros sur le chiffre d'affaires du premier semestre 2017 est principalement dû à la dépréciation du dollar américain et, dans une moindre mesure, de la livre anglaise et des devises d'Amérique du Sud par rapport à l'euro.

Les effets décrits ci-dessus se sont également reflétés dans la marge opérationnelle à périmètre et taux de changes constants. Plus précisément, l'effet de périmètre s'élève à +10 millions d'euros. Ces effets sont détaillés ci-dessous :

Marge opérationnelle S1 2017						
	S1 2017 Publié	Périmètre	Périmètre	Transferts internes	Taux de change*	S1 2017 à périmètre et taux de change constants
<i>(en million d'euros)</i>						
Allemagne	70	1	1			72
Amérique du Nord	124	3	-7		-13	108
Royaume Uni & Irlande	83				-2	81
France	59	-0	-1		0	58
Benelux & Pays Nordiques	46				-0	46
Autres Entités Opérationnelles	89	-0	5		-7	87
Structures Globales**	-46				-0	-47
Worldline	114	6	1		-3	117
TOTAL GROUPE	538	10	-		-26	523
Infrastructure & Data Management	329	-0			-18	312
Business & Platform Solutions	98	5	-1		-3	99
Big Data & Cybersecurity	43	0			-2	42
Coûts centraux	-46				0	-46
Worldline	114	6	1		-3	117
TOTAL GROUPE	538	10	-		-26	523

* Taux de change S1 2018

** Le coût des structures globales comprennent les coûts de directions mondiales des Divisions IT Services non alloués aux Entités Opérationnelles et les coûts centraux. Worldline porte ses propres coûts centraux.

A.2.2 Performance par Division

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2018 s'inscrit à 6 005 millions d'euros, soit une hausse de +1,7 % en croissance organique, grâce aux solides performances des activités Big Data & Cybersecurity et Business & Platform Solutions, et de Worldline. La baisse du chiffre d'affaires de la Division Infrastructure & Data Management (IDM) s'explique par le recul en Amérique du Nord. En effet, en dehors de l'Amérique du Nord, cette activité s'est développée.

La marge opérationnelle s'élève à 545 millions d'euros, soit 9,1 % du chiffre d'affaires, ce qui représente une amélioration de +20 points de base et de +30 points hors éléments non récurrents des plans de retraite intervenus au premier semestre 2017, amélioration principalement alimentée par les bonnes performances de Business & Platform Solutions (+100 points de base), Big Data & Cybersecurity (+110 points de base) et Worldline (+70 points de base). La rentabilité de la Division Infrastructure & Data Management diminue à 8,9 % en raison du recul du chiffre d'affaires en Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, en Allemagne, au cours du premier semestre.

	Chiffre d'affaires			Marge opérationnelle		Marge opérationnelle %	
	S1 2018	S1 2017*	% organique	S1 2018	S1 2017*	S1 2018	S1 2017*
<i>En millions d'euros</i>							
Infrastructure & Data Management	3 163	3 216	-1,7%	282	312	8,9%	9,7%
Business & Platform Solutions	1 617	1 555	+4,0%	119	99	7,4%	6,4%
Big Data & Cybersecurity	429	379	+13,1%	52	42	12,1%	11,0%
Coûts centraux				-37	-46	-0,7%	-0,9%
Worldline	797	753	+5,9%	129	117	16,2%	15,5%
Total	6 005	5 903	+1,7%	545	523	9,1%	8,9%

* A périmètre et taux de change constants après prise en compte des impacts d'IFRS 15

A.2.2.1 Infrastructure & Data Management

En millions d'euros	S1 2018	S1 2017*	% organique
Chiffre d'affaires	3 163	3 216	-1,7%
Marge opérationnelle	282	312	
Taux de marge opérationnelle	8,9%	9,7%	

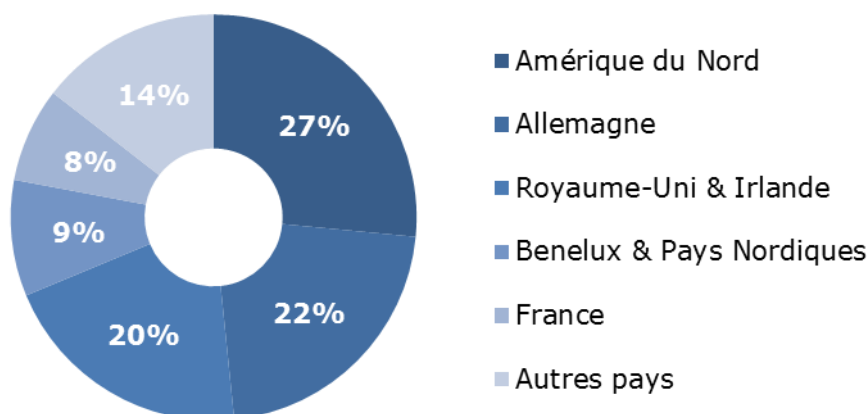
*A périmètre et taux de change constants après prise en compte des impacts d'IFRS 15

Le **chiffre d'affaires** du premier semestre 2018 de la Division Infrastructure & Data Management s'élève à 3 163 millions d'euros, soit une baisse de -1,7 % à taux de change et périmètre constants. Dans le sillage de la transformation du modèle opérationnel de la Division, le chiffre d'affaires des activités Cloud hybride orchestré, de Digital Workplace et de Services de Transition et Transformation enregistre une croissance significative. La Division a poursuivi la transformation numérique de ses principaux clients par l'intermédiaire de l'automatisation et de la robotisation, ce qui lui a permis de soutenir sa croissance dans plusieurs zones géographiques, notamment en France, au Royaume-Uni, en zone ibérique, en Asie-Pacifique, au Moyen-Orient et en Afrique.

La croissance s'est matérialisée dans les Services Financiers, principalement alimentée par la montée en puissance de l'important contrat signé en fin d'année dernière avec Aviva, ainsi que par l'augmentation des volumes et des projets avec National Savings & Investments au Royaume-Uni, l'augmentation du volume des activités avec une grande banque à Hong Kong et de nouvelles opportunités d'affaires en Amérique du Nord. Le secteur Public & Santé a bénéficié de l'augmentation des activités de migration vers le Cloud dédiées aux institutions publiques du Benelux, de l'augmentation des volumes avec le Texas Department of Information Resources en Amérique du Nord et de Digital Workplace dans plusieurs zones géographiques. Le secteur Industrie, Distribution & Transports a été touché par la finalisation des projets de numérisation et de transformation pour certains grands clients comme Rheinmetall en Allemagne et la fin de plusieurs contrats en Amérique du Nord. À l'inverse, la France enregistre une performance élevée grâce à la montée en puissance de nouveaux contrats de Cloud hybride à l'instar de Safran. Le secteur Télécom, Médias & Services aux collectivités demeure difficile, touché par la réinternalisation partielle du périmètre du contrat BBC au Royaume-Uni, le renforcement du contrat avec Microsoft en Amérique du Nord ainsi qu'une baisse des volumes avec Disney et, enfin, l'effet de base dû aux projets de Transformation avec Telefonica l'année dernière en Allemagne.

Le chiffre d'affaires enregistre une baisse de -1,7 % de croissance organique au deuxième trimestre 2018.

Chiffre d'affaires en Infrastructure & Data Management par zone géographique



La marge opérationnelle de la Division Infrastructure & Data Management s'élève à 282 millions d'euros au premier semestre 2018, soit 8,9 % du chiffre d'affaires, ce qui représente une diminution de -80 points de base par rapport à l'année précédente. Les résultats se sont améliorés en France, au Royaume-Uni et dans d'autres Entités Opérationnelles. Néanmoins, la marge de la Division a été touchée par une baisse du chiffre d'affaires en Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, en Allemagne. Plus de deux tiers de la

baisse du chiffre d'affaires en Amérique du Nord a été compensé par des mesures strictes de réduction de coûts.

A.2.2.2 Business & Platform Solutions

En millions d'euros	S1 2018	S1 2017*	% organique
Chiffre d'affaires	1 617	1 555	+4,0%
Marge opérationnelle	119	99	
Taux de marge opérationnelle	7,4%	6,4%	

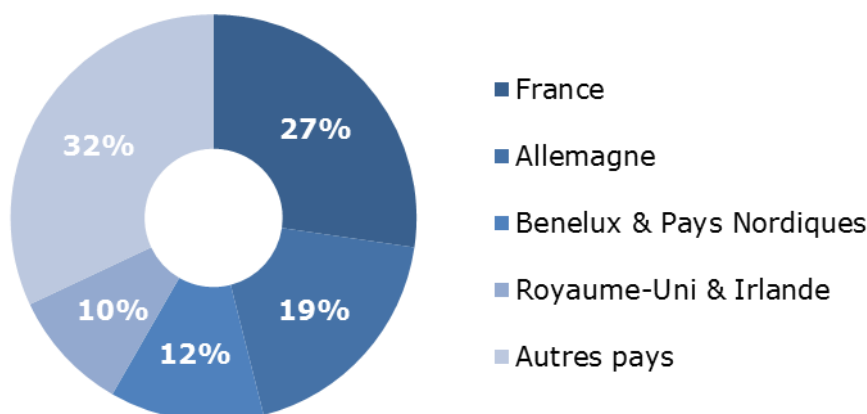
*A périmètre et taux de change constants après prise en compte des impacts d'IFRS 15

Le **chiffre d'affaires** de la Division Business & Platform Solutions atteint 1 617 millions d'euros, en hausse de +4,0 % à taux de change et périmètre constants. La Division a poursuivi la solide tendance enregistrée depuis le début de l'année dans la plupart des zones géographiques, alimentée par une hausse de la demande concernant les projets numériques, principalement en lien avec SAP HANA, Codex et les solutions de Cloud hybride.

La dynamique commerciale a pu être observée sur la plupart des marchés. La croissance a principalement été portée par l'activité Industrie, Distribution & Transports, qui a enregistré une bonne performance dans la plupart des zones géographiques. Cela a plus particulièrement été le cas en Allemagne, notamment grâce au développement des activités SAP HANA, principalement dans le secteur automobile, ainsi qu'au Royaume-Uni, qui a tiré parti de plusieurs engagements SAP et d'un nouveau programme de Cloud hybride avec International Airlines Group. L'activité Public et Santé affiche une bonne performance en Allemagne, combinée à la montée en puissance des contrats en France et à de nouveaux contrats dans le domaine de la santé en Amérique du Nord. Cette belle performance a largement compensé l'effet de base du contrat Asian Games exécuté avec succès l'an dernier au Moyen-Orient & Afrique. L'activité Télécom, Médias & Services aux collectivités a connu des moments plus difficiles en Allemagne, au Benelux & Pays Nordiques en raison de la baisse des volumes avec les grands opérateurs télécoms. L'activité Services Financiers s'est développée, notamment en France grâce à l'accroissement des activités avec les grands comptes dans le secteur bancaire et à l'augmentation des volumes dans la zone ibérique.

La croissance organique du chiffre d'affaires s'élève à +3,1 % au deuxième trimestre 2018.

Chiffre d'affaires en Business & Platform Solutions par zone géographique



La **marge opérationnelle** s'élève à 119 millions d'euros, soit 7,4 % du chiffre d'affaires. L'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Amérique du Nord et la France ont été les principaux contributeurs à cette belle amélioration de +100 points de base. Cette amélioration est en grande partie imputable à la bonne performance du chiffre d'affaires combinée aux effets prolongés des initiatives de réduction des coûts dans la plupart des zones géographiques, notamment par le biais de l'industrialisation de la livraison globale et d'une gestion plus efficace des effectifs. Grâce à une meilleure répartition du chiffre d'affaires de Codex, SAP HANA et plus généralement des offres numériques, la marge de la Division Business & Platform

Solutions a continué de s'améliorer.

A.2.2.3 Big Data & Cybersecurity

En millions d'euros	S1 2018	S1 2017*	% organique
Chiffre d'affaires	429	379	+13,1%
Marge opérationnelle	52	42	
Taux de marge opérationnelle	12,1%	11,0%	

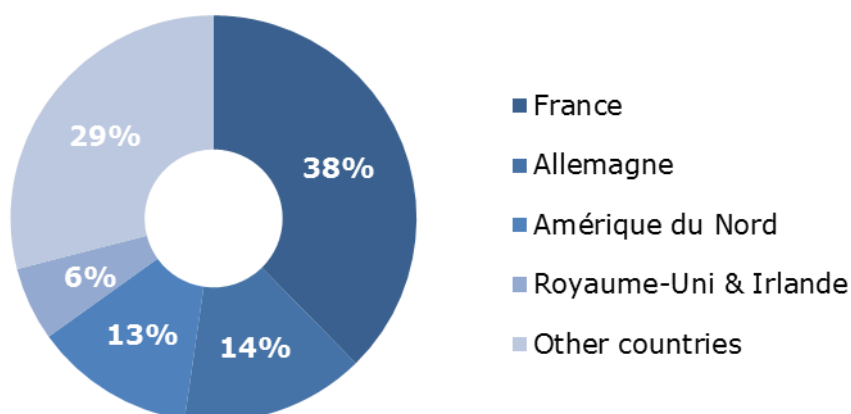
*A périmètre et taux de change constants après prise en compte des impacts d'IFRS 15

Le **chiffre d'affaires** de Big Data & Cybersecurity (BD&S) s'élève à 429 millions d'euros, affichant une croissance organique robuste de +13,1 %, avec une forte hausse enregistrée en particulier en Amérique du Nord et en Allemagne.

Plus précisément, la croissance a principalement été portée par le fort dynamisme des activités Cybersécurité dans les grandes zones géographiques, en premier lieu au Royaume-Uni grâce à International Airlines Group, ainsi qu'en Allemagne, au Benelux & Pays Nordiques et en Amérique du Nord. Les activités de Défense et Systèmes Critiques affichent également une solide croissance du chiffre d'affaires, tirant parti de l'intégration de CVC, principalement dans les activités Aérospatiales en Europe centrale et orientale. Le secteur Big Data enregistre à nouveau de belles performances sur la période, porté par une hausse des ventes de Bullions, principalement en Amérique du Nord et en France. L'activité Calcul Haute Performance enregistre une forte croissance en Allemagne, grâce à des activités d'envergure avec research institutes, et à de nouveaux projets dans plusieurs zones géographiques comme en France avec PSA, ainsi qu'au Benelux et en Amérique du Nord, pour ne citer que les principales. L'activité a été confrontée à un effet de base en France et au Royaume-Uni en raison de plusieurs ventes significatives l'an dernier.

Au deuxième trimestre 2018, la Division Big Data & Cybersecurity a enregistré une croissance organique de son chiffre d'affaires de +12,0 %.

Chiffre d'affaires en Big Data & Cybersecurity par zone géographique



La **marge opérationnelle** s'élève à 52 millions d'euros, soit 12,1 % du chiffre d'affaires, ce qui représente une forte amélioration de +110 points de base par rapport à l'année dernière à données comparables. La Division a continué d'enregistrer une forte croissance tout en investissant dans des solutions et des produits innovants et en élargissant son implantation à l'international. Elle a par ailleurs tiré parti du démarrage de l'intégration des activités de CVC.

A.2.2.4 Worldline

Une présentation détaillée des résultats semestriels 2018 de Worldline est disponible sur worldline.com, dans la section « Investisseurs ».

<i>En millions d'euros</i>	S1 2018	S1 2017*	% organique
Chiffre d'affaires	797	753	+5,9%
Marge opérationnelle	129	117	
Taux de marge opérationnelle	16,2%	15,5%	

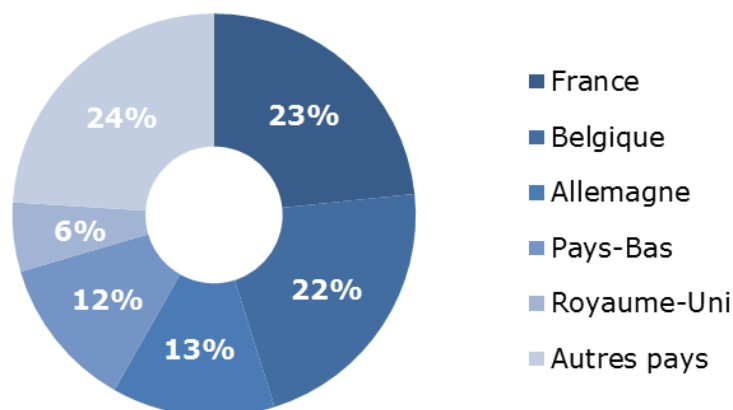
*A périmètre et taux de change constants après prise en compte des impacts d'IFRS 15

La contribution de Worldline au **chiffre d'affaires** du Groupe a été de 797 millions d'euros, en progression de +5,9 % à taux de change et périmètre constants.

- L'activité **Services Commerçants** a progressé de +4,3 % en croissance organique, pour atteindre 286 millions d'euros. La croissance des *Services de Paiement aux Commerçants* a été principalement alimentée par les services d'Acquisition Commerciale, grâce notamment à une forte croissance du chiffre d'affaires en Europe continentale, déclenchée par une hausse du volume des transactions en Belgique et par des effets de prix et de volume positifs en République tchèque, en Allemagne, en Pologne et aux Pays-Bas, ainsi que par une solide croissance à deux chiffres en Inde. Cette forte accélération des services d'Acquisition Commerciale a néanmoins été partiellement compensée par le ralentissement temporaire des Services de Terminaux de Paiement. Les Services Numériques Commerçants s'inscrivent également en hausse, en grande partie grâce au chiffre d'affaires du projet Digital Retail au Royaume-Uni.
- L'activité **Traitement des Transactions** atteint 370 millions d'euros, avec une croissance organique de +7,2 %. L'activité *Traitement des Acquisitions* s'est développée grâce à une forte activité de projets ainsi qu'à une solide croissance des volumes d'autorisations, notamment en France, en Italie et en Allemagne. L'activité *Traitement d'émission* a tiré parti d'une hausse du volume des transactions SEPA, d'une solide augmentation du nombre de transactions dans le cadre du programme Dutch iDeal, d'une forte activité relative aux projets dans les domaines des paiements instantanés et des paiements SWIFT. Le chiffre d'affaires relatif aux licences a été alimenté par la signature d'un important contrat d'externalisation. L'activité *Traitement Emetteurs* a tiré parti de la hausse continue des services de paiement en ligne et d'authentification, ainsi que des transactions e-Wallet. Enfin, la croissance de l'activité *Banque Numérique* s'explique par les nouveaux projets en France dans le courtage en ligne et sur les plates-formes des banques numériques.
- Le chiffre d'affaires de l'activité **Mobilité & Services Web Transactionnels** affiche une croissance organique de +5,4 % pour s'établir à 141 millions d'euros. L'activité *Service Numérique de Confiance* enregistre une croissance à deux chiffres, tirant parti d'une forte dynamique avec des organismes publics français tels que le SAMU et le ministère de la Justice. Par ailleurs, l'activité a été forte en Amérique latine, des services transactionnels de santé que des services de recouvrement d'impôts. La croissance de l'activité *e-Consommateurs & Mobilité* a notamment été alimentée par le segment Vie Connectée en Allemagne et dans la zone ibérique.

Au deuxième trimestre 2018, Worldline a enregistré une croissance organique de +5,9 % de son chiffre d'affaires.

Chiffre d'affaires de Worldline par zone géographique



La **marge opérationnelle** s'élève à 129 millions d'euros, soit 16,2 % du chiffre d'affaires, ce qui représente une amélioration de +70 points de base par rapport au premier semestre 2017. Cette amélioration provient de la solide performance de l'activité **Traitement des Transactions**, principalement portée par une solide croissance du chiffre d'affaires, combinée aux effets permanents des synergies de coûts générées sur equensWorldline. La marge opérationnelle de l'activité **Services Commerçants** a également progressé, grâce à la hausse du volume de transactions et aux gains de productivité générés par l'activité Acquisition Commerciale. Enfin, la marge opérationnelle de l'activité **Mobilité & Services Web Transactionnels** a été impactée par l'effet de base de l'ajustement des éléments non récurrents des plans de retraite (7 millions d'euros) enregistrés l'an dernier, par la résiliation de certains contrats de e-Ticketing au Royaume-Uni, ainsi que par les éléments non récurrents associés au règlement des contentieux commerciaux. L'Entité Opérationnelle a mis en œuvre des mesures importantes afin d'améliorer la productivité dans l'exécution des projets.

A.2.3 Performance par Entité Opérationnelle

En millions d'euros	Chiffre d'affaires			Marge opérationnelle		Marge opérationnelle %	
	S1 2018	S1 2017*	% organique	S1 2018	S1 2017*	S1 2018	S1 2017*
Allemagne	1 057	1 034	+2,2%	68	72	6,4%	7,0%
Amérique du Nord	967	1 001	-3,4%	89	108	9,3%	10,8%
France	841	816	+3,1%	61	58	7,3%	7,1%
Royaume-Uni & Irlande	826	818	+0,9%	89	81	10,7%	9,9%
Benelux & Pays Nordiques	510	515	-0,9%	39	46	7,7%	9,0%
Autres Entités Opérationnelles	1 008	967	+4,2%	111	87	11,0%	9,0%
Coûts des structures globales**				-41	-47	-0,8%	-0,9%
Worldline	797	753	+5,9%	129	117	16,2%	15,5%
Total	6 005	5 903	+1,7%	545	523	9,1%	8,9%

* A périmètre et taux de change constants après prise en compte des impacts d'IFRS 15

** Les coûts des structures globales comprennent les coûts de directions des divisions ITS et les coûts centraux ITS non alloués aux Entités Opérationnelles. Worldline porte ses propres coûts centraux

A.2.3.1 Allemagne

En millions d'euros	S1 2018	S1 2017*	% organique
Chiffre d'affaires	1 057	1 034	2,2%
Marge opérationnelle	68	72	
Taux de marge opérationnelle	6,4%	7,0%	

* A périmètre et taux de change constants après prise en compte des impacts d'IFRS 15

Au cours du premier semestre 2018, l'Entité Opérationnelle a enregistré une croissance organique de +2,2 % à taux de change et périmètre constants par rapport à la même période l'année dernière, portant le **chiffre d'affaires** à 1 057 millions d'euros, pour une hausse de la performance de +4,3 % au deuxième trimestre. Cette croissance significative a été réalisée grâce à de nouveaux contrats au sein des Divisions Business & Platform Solutions et Big Data & Cybersecurity, qui ont plus que compensé la baisse des performances de la Division Infrastructure & Data Management.

Le recul du chiffre d'affaires de la Division Infrastructure & Data Management s'explique en grande partie par les grands projets de transition et de transformation livrés l'an dernier à des clients comme Rheinmetall ou Telefonica. A contrario, la Division a tiré parti de la montée en puissance de plusieurs nouveaux contrats, notamment dans le secteur Industrie avec Henkel, ainsi que de la hausse des activités de distribution au sein d'Unify. Par ailleurs, la Division a poursuivi le développement de ses activités numériques et a remporté de nouveaux contrats dans l'activité Digital Workplace.

La Division Business & Platform Solutions affiche une forte croissance, confirmant une tendance solide déjà amorcée, principalement alimentée par les secteurs Industrie, Distribution & Transports et Services publics. La Division a continué à générer de nouvelles opportunités avec une activité SAP HANA dynamique, notamment grâce à des projets livrés dans le secteur automobile comme avec Volkswagen, ainsi qu'à un nouveau contrat conclu avec ThyssenKrupp. La performance du marché Télécoms, Médias & services aux collectivités a été affectée par la baisse des volumes chez certains clients.

La Division Big Data & Cybersecurity a poursuivi sa forte dynamique au cours du semestre en affichant une croissance organique saine, grâce à l'accélération de la demande concernant les activités Calcul Haute Performance et Cybersécurité sur l'ensemble des marchés. Plus précisément, l'activité au sein du secteur Public est restée soutenue grâce aux contrats réalisés auprès d'instituts de recherche.

La **marge opérationnelle** s'établit à 68 millions d'euros, soit 6,4 % du chiffre d'affaires, ce qui représente un repli de -60 points de base à taux de change et périmètre constants par rapport à l'an dernier. La rentabilité a augmenté de manière significative au sein de la Division Business & Platform Solutions, portée par la forte croissance du chiffre d'affaires et l'optimisation permanente des effectifs. À l'inverse, la baisse du chiffre d'affaires a pesé sur la performance de la Division Infrastructure & Data Management, malgré les mesures importantes mises en œuvre en matière d'optimisation des coûts.

A.2.3.2 Amérique du Nord

En millions d'euros	S1 2018	S1 2017*	% organique
Chiffre d'affaires	967	1 001	-3,4%
Marge opérationnelle	89	108	
Taux de marge opérationnelle	9,3%	10,8%	

* A périmètre et taux de change constants après prise en compte des impacts d'IFRS 15

Le **chiffre d'affaires** s'établit à 967 millions d'euros, soit une baisse de -34 millions d'euros ou de -3,4 % en croissance organique. L'Entité Opérationnelle affiche une croissance significative dans les Divisions Business & Platform Solutions et Big Data & Cybersecurity, venant ainsi confirmer la diversification progressive de son portefeuille au cours des trimestres précédents, mais cette croissance ne peut compenser la performance décevante de la Division Infrastructure & Data Management.

Au sein des activités Industrie, Distribution & Transports et Télécoms, Médias & Services aux Collectivités, le chiffre d'affaires de la Division Infrastructure & Data Management a dans l'ensemble été affecté par la réinternalisation d'activités chez certains clients comme Microsoft, ainsi que par la réduction du périmètre avec certains autres clients suite au renouvellement de contrats comme avec Disney. D'autre part, l'activité Public & Santé de la Division s'est révélée soutenue, cette dernière ayant poursuivi sa stratégie numérique grâce à l'augmentation du nombre de solutions de Cloud hybride livrées.

La Division Business & Platform Services a clôturé le semestre avec une forte progression attribuable en grande partie à l'activité Public & Santé, qui a tiré parti des nouveaux logos remportés par les sociétés de santé intégrées par le Groupe l'an dernier.

Le chiffre d'affaires de la Division Big Data & Cybersecurity enregistre une très forte croissance, principalement au sein des activités Public & Santé et Industrie, Distribution & Transports. Cette performance s'explique en grande partie par une activité très solide dans le secteur des Big Data, principalement grâce à la hausse des ventes de Bullion, ainsi que des produits de cybersécurité.

La **marge opérationnelle** atteint 89 millions d'euros, soit 9,3 % du chiffre d'affaires, ce qui représente une baisse de -160 points de base par rapport à l'année précédente, tout en maintenant un niveau de rentabilité élevé malgré l'érosion du chiffre d'affaires, grâce à une gestion rigoureuse de la base de coûts et à l'amélioration de la productivité de la Division B&PS.

A.2.3.3 France

En millions d'euros	S1 2018	S1 2017*	% organique
Chiffre d'affaires	841	816	3,1%
Marge opérationnelle	61	58	
Taux de marge opérationnelle	7,3%	7,1%	

* A périmètre et taux de change constants après prise en compte des impacts d'IFRS 15

S'établissant à 841 millions d'euros, le **chiffre d'affaires** s'améliore de +3,1 % en croissance organique, ce qui vient confirmer la tendance positive enregistrée l'an dernier, sous l'effet des Divisions Infrastructure & Data Management et Business & Platform Solutions.

La Division Infrastructure & Data Management a réalisé une bonne performance organique. La forte croissance provient principalement de l'activité Industrie, Distribution & Transports, grâce à la montée en puissance du contrat Safran concernant le Cloud Hybride Orchestré. Les Services Financiers affichent une bonne performance, soutenue notamment par la montée en puissance des contrats dans le secteur de l'Assurance, tandis que l'activité Télécoms, Médias & Services aux Collectivités enregistre un léger recul. Malgré la hausse de la demande dans les activités de Services de Transformation Technologique avec le ministère des Finances, notamment en ce qui concerne les activités de Cloud hybride, associée à la montée en puissance du nouveau contrat avec le CEA (Commissariat à l'Énergie atomique et aux Énergies alternatives), l'activité Public & Santé a été affectée par la fin du projet de transformation avec Naval

Group.

La Division Business & Platform Solutions enregistre une solide croissance organique, principalement portée par l'accroissement de l'activité relative aux projets Codex et de Cloud hybride avec de grandes entreprises, notamment dans le secteur bancaire. La croissance provient de l'activité Public & Santé, principalement des activités Services Technologiques avec l'impact de nouveaux contrats *via* UGAP (Union des groupements d'achats publics) et avec les collectivités territoriales, ainsi que des Services Financiers, en grande partie grâce à l'extension de l'accord avec Crédit Agricole. L'activité Industrie, Distribution & Transports s'est également révélée soutenue, grâce à la montée en puissance des contrats avec PSA et Sanofi. La performance du secteur Télécoms est restée stable.

Au sein de la Division Big Data & Cybersecurity, tous les marchés à l'exception du secteur Public & Santé affichent une amélioration par rapport à l'an dernier, grâce à de nouveaux contrats signés tels que le contrat d'informatique haute performance avec PSA, combinés aux renouvellements ou extensions avec EDF et la CNAF, ainsi qu'à une croissance significative au sein de l'activité Services de Sécurité Gérés. Le secteur Public et Santé a bénéficié l'année dernière de la pleine montée en puissance d'importants contrats HPC, tels que ceux avec le CEA et GENCI, qui n'ont pas été renouvelés cette année.

La **marge opérationnelle** atteint 61 millions d'euros, soit 7,3 % du chiffre d'affaires, ce qui représente une augmentation de +20 points de base, notamment en raison de la bonne performance des Divisions Business & Platform Solutions et Infrastructure & Data Management. L'amélioration constatée au sein de la Division Business & Platform Solutions a été portée par une surveillance renforcée de la productivité, tandis que la Division Infrastructure & Data Management a tiré parti d'un mix d'activités favorable, ainsi que d'une gestion efficace de l'effectif. La rentabilité de la Division Big Data & Cybersecurity est restée stable.

A.2.3.4 Royaume-Uni & Irlande

<i>En millions d'euros</i>	S1 2018	S1 2017*	% organique
Chiffre d'affaires	826	818	0,9%
Marge opérationnelle	89	81	
Taux de marge opérationnelle	10,7%	9,9%	

* A périmètre et taux de change constants après prise en compte des impacts d'IFRS 15

Le **chiffre d'affaires** s'élève à 826 millions d'euros, soit une hausse de +0,9 % à taux de change et périmètre constants, principalement porté par les Divisions IDM et BP&S, grâce à la poursuite des efforts en matière de renouvellement du portefeuille de l'entité, ce qui a plus que compensé la réinternalisation partielle du périmètre de BBC suite au renouvellement du contrat en 2017.

La Division Infrastructure & Data Management est restée légèrement positive sur le semestre grâce à une solide performance au sein des Services Financiers, dont la croissance s'explique par la montée en puissance du nouveau contrat signé en fin d'année avec Aviva, associée à une augmentation des volumes et des projets avec National Savings & Investments. Cela a plus que compensé la baisse des volumes des clients des activités Industrie, Distribution & Transports et Télécoms, Médias & Services aux Collectivités, notamment en raison des réductions du périmètre avec BBC, également atténuées en partie par la montée en puissance des nouveaux contrats remportés depuis la fin de l'année dernière, tels que Northern Ireland Electric et International Airlines Group. Au sein de l'activité Public & Santé, le ralentissement de certains contrats, ont été compensés par la contribution de nouveaux contrats importants remportés à la fin de l'année avec University College London Hospitals et le Département britannique de l'Énergie et du Changement climatique (DECC).

La Division Business & Platform Solutions affiche une solide croissance organique au cours du semestre, avec une amélioration sur tous les marchés, notamment les secteurs Industrie, Distribution et Transports. La Division a tiré parti de la hausse de la demande en matière de projets numériques, liés notamment à SAP HANA et aux solutions de Cloud hybride.

Le recul affiché par la Division Big Data & Cybersecurity est en grande partie attribuable au marché Public & Santé, avec une réduction significative des activités HPC suite aux ventes et livraisons exécutées avec succès l'an dernier. Cela a été partiellement compensé par l'augmentation des ventes dans le domaine de la

cybersécurité, notamment au sein du secteur Industrie, Distribution & Transports, par exemple avec International Airlines Group.

La **marge opérationnelle** s'élève à 89 millions d'euros et représente 9,9 % du chiffre d'affaires, soit une amélioration de +80 points de base par rapport à l'année précédente à taux de change et périmètre constants. La rentabilité a augmenté dans toutes les Divisions, portée par l'amélioration de la composition du chiffre d'affaires associée à une meilleure efficacité opérationnelle grâce à une gestion rigoureuse des projets et à des mesures importantes visant à optimiser la base de coûts.

A.2.3.5 Benelux & Pays Nordiques

<i>En millions d'euros</i>	S1 2018	S1 2017*	% organique
Chiffre d'affaires	510	515	-0,9%
Marge opérationnelle	39	46	
Taux de marge opérationnelle	7,7%	9,0%	

* A périmètre et taux de change constants après prise en compte des impacts d'IFRS 15

Avec un total de 510 millions d'euros, le **chiffre d'affaires** enregistre une baisse de -0,9 % en croissance organique.

Celui de la Division Infrastructure & Data Management est resté globalement stable. Le secteur Public & Santé a progressé grâce à l'augmentation des volumes réalisés avec les institutions publiques néerlandaises ainsi qu'à de nouveaux contrats, notamment avec les hôpitaux universitaires néerlandais, sans oublier la montée en puissance des contrats avec l'Union européenne en Belgique. La situation est restée plus difficile dans les autres secteurs, affectés par la baisse des volumes avec les clients existants dans les Télécoms et les Services Financiers ou le non-renouvellement de contrats dans le secteur Industrie, Distribution & Transports.

La Division Business & Platform Solutions accuse un repli sur le plan organique, principalement au sein de l'activité Intégration de Systèmes, qui représente près de la moitié de la Division, tandis que les activités Technologies et Services de Conseils affichent de meilleures performances par rapport à l'an dernier. Le secteur Télécoms, Médias & Services aux Collectivités est en déclin, principalement aux Pays-Bas, recul qui s'explique en grande partie par le ralentissement des contrats, comme celui avec KPN, et par la baisse des volumes en Belgique. Le secteur Public & Santé affiche une légère croissance, grâce à la montée en puissance des contrats avec le ministère néerlandais des Affaires étrangères. L'activité Services Financiers s'est développée grâce à une demande croissante de projets Cloud.

La Division Big Data & Cybersecurity poursuit son développement et enregistre une forte croissance organique, portée par les diverses ventes dans les secteurs Industrie, Distribution & Transports et Services Financiers, dans les domaines du Calcul Haute Performance et de la Cybersécurité.

La **marge opérationnelle** s'élève à 39 millions d'euros, soit 7,7 % du chiffre d'affaires. La rentabilité de la Division Business & Platform Solutions a été affectée par la baisse du chiffre d'affaires. La Division Infrastructure & Data Management a réussi à maintenir un bon niveau de rentabilité, supérieur à la moyenne du Groupe. La Division Big Data & Cybersecurity poursuit ses investissements dans le développement des activités et les activités avant-vente afin d'accélérer la croissance de son chiffre d'affaires.

A.2.3.6 Autres Entités Opérationnelles

En millions d'euros	S1 2018	S1 2017*	% organique
Chiffre d'affaires	1 008	967	4,2%
Marge opérationnelle	111	87	
Taux de marge opérationnelle	11,0%	9,0%	

* A périmètre et taux de change constants après prise en compte des impacts d'IFRS 15

Le **chiffre d'affaires** des « Autres Entités Opérationnelles » s'établit à 1 008 millions d'euros, soit une croissance organique de +4,2 %, alimentée par une forte activité dans toutes les Divisions, notamment au sein des Divisions Infrastructure & Data Management et Big Data & Cybersecurity.

La Division Infrastructure & Data Management s'est développée dans le secteur Télécoms, Médias et Services aux Collectivités grâce à de nouveaux contrats en Italie et à des opportunités d'affaires en zone ibérique et en Inde, ainsi qu'à l'augmentation des volumes avec un fournisseur de services de télécommunications internationales au Moyen-Orient & Afrique. La croissance du Secteur Public provient principalement des nouvelles activités en zone ibérique et de la montée en puissance d'un projet avec le gouvernement d'Australie occidentale, tandis que le secteur Services Financiers a bénéficié d'une augmentation des volumes avec une grande banque à Hong-Kong et d'un accroissement de l'activité en Autriche et au Maroc. Cela a compensé les baisses de volume dans le secteur Industrie en Europe centrale.

La Division Business & Platform Solutions a maintenu sa croissance dans presque tous les marchés. Plus précisément, le secteur Télécoms, Médias et Services aux Collectivités a bénéficié de l'augmentation des volumes et de la fertilisation, notamment avec les comptes italiens, ainsi que de la montée en puissance d'un contrat avec une compagnie pétrolière indienne. Le secteur Services Financiers s'est également révélé dynamique, porté par de nouveaux contrats dans le secteur bancaire en Italie, en zone ibérique et en Afrique, tandis que le secteur Industrie, Distribution & Transports a progressé principalement en Amérique du Sud et Moyen-Orient & Afrique grâce à de nouveaux projets. Cela a plus que compensé la fin de la dernière phase du contrat Asian Games l'an dernier.

La Division Big Data & Cybersecurity affiche une forte croissance, alimentée par de nouveaux projets en Asie-Pacifique et en zone ibérique, associés à une hausse de l'activité relative aux projets en Europe centrale, venant ainsi compenser la base de comparaison en Afrique, où d'importantes ventes HPC ont été réalisées l'an dernier.

La **marge opérationnelle** s'élève à 110 millions d'euros et représente 10,9 % du chiffre d'affaires, soit une amélioration de +200 points de base par rapport au premier semestre 2017 à taux de change et périmètre constants. Ce résultat s'explique en grande partie par l'importante croissance enregistrée, la réussite du lancement de l'intégration de CVC, ainsi que d'un suivi assidu des coûts dans tous les pays. L'amélioration de la productivité dans les Centres de Livraison Mondiaux (dans « Autres Entités Opérationnelles ») a également contribué à l'amélioration de la marge opérationnelle.

A.2.3.7 Structures globales

Les coûts afférents aux structures globales ont diminué de 6 millions d'euros par rapport au premier semestre 2017, reflétant ainsi la poursuite des efforts d'optimisation des coûts dans la plupart des fonctions, ainsi que des coûts externes.

A.2.4 Chiffre d'affaires par Marché

<i>En millions d'euros</i>	S1 2018	S1 2017*	% organique
Industrie, Distribution & Transports	2 177	2 208	-1,4%
Public & Santé	1 696	1 645	+3,1%
Services financiers	1 187	1 092	+8,7%
Télécoms, Médias & Services aux collectivités	946	959	-1,3%
Total	6 005	5 903	+1,7%

* A périmètre et taux de change constants après prise en compte des impacts d'IFRS 15

A.2.4.1 Industrie, Distribution & Transports

Le secteur Industrie, Distribution & Transports s'est révélé être le segment de marché le plus important du Groupe (36 %), atteignant 2 177 millions d'euros au premier semestre 2018, soit une baisse de -1,4 % par rapport au premier semestre 2017 à taux de change et périmètre constants. Le recul du chiffre d'affaires est pour l'essentiel lié à l'Amérique du Nord, et en partie compensé par une forte hausse en France. De bonnes performances ont en particulier été enregistrées au sein des Divisions BDS et B&PS.

Sur ce marché, les 10 premiers clients (hors Siemens) représentent 17 % du chiffre d'affaires, avec Conduent, Airbus, Johnson & Johnson, Philips, Rheinmetall, Daimler, Renault Nissan, Volkswagen, Xerox et International Airlines Group.

A.2.4.2 Public & Santé

Le secteur Public & Santé représente le deuxième marché du Groupe (28 %), avec un chiffre d'affaires total de 1 696 millions d'euros, soit une hausse de +3,1 % par rapport au premier semestre 2017 à taux de change et périmètre constants. La croissance provient principalement de l'Amérique du Nord et de l'Allemagne, grâce aux belles performances des Divisions IDM et B&PS.

Sur ce marché, les 10 principaux clients représentent 36 % du chiffre d'affaires total du marché : ministère du Travail et des Pensions (DWP), institutions européennes, ministère de la Justice (Royaume-Uni), ministère du Texas des Ressources documentaires (États-Unis), Allscripts (États-Unis), McLaren Health Care Corporation (États-Unis), Autorité britannique de démantèlement nucléaire (Royaume-Uni), Bundesagentur für Arbeit (Allemagne), SNCF (France) et collectivités territoriales (France).

A.2.4.3 Services Financiers

Le secteur Services Financiers constitue le troisième marché du Groupe (20 %), avec un chiffre d'affaires total de 1 187 millions d'euros, ce qui représente une hausse de +8,7 % par rapport au premier semestre 2017 à taux de change et périmètre constants. De bonnes performances ont été enregistrées au Royaume-Uni, en particulier au sein de la Division IDM, notamment grâce aux contrats avec Aviva et National Savings & Investment, ainsi qu'au sein de Worldline.

Sur ce marché, les 10 principaux clients représentent 44 % du chiffre d'affaires : National Savings & Investments, Deutsche Bank, une Grande banque Hong-Kongaise, S&P Global, ICBPI SpA Group, BNP Paribas, ING, Crédit Agricole, Société Générale et La Poste.

A.2.4.4 Télécoms, Médias & Services aux Collectivités

Le secteur Télécoms, Médias & Services aux Collectivités représente 16 % du chiffre d'affaires du Groupe et s'établit à 946 millions d'euros, soit une baisse de -1,3 % par rapport au premier semestre 2017 à taux de change et périmètre constants. La baisse du chiffre d'affaires provient principalement de la réinternalisation partielle ou totale de gros contrats tels que BBC au Royaume-Uni et Microsoft aux États-Unis. La Division BDS enregistre une forte performance.

Les principaux clients ont été EDF, Orange, Telefonica/O2, Nokia, BBC, Deutsche Telekom, The Walt Disney Company, Enel, Telecom Italia et Engie. Les 10 principaux clients représentent 50 % du chiffre d'affaires total du marché Télécoms, Médias & Services aux Collectivités.

A.2.5 Prise de commandes

A.2.5.1 Prise de commandes et ratio de prise de commande

Au premier semestre 2018, le niveau des **prises de commandes** a atteint **7 051 millions d'euros**, représentant un **ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 117 %**, dont 134 % au deuxième trimestre.

La prise de commandes et le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires par Division se décomposent ainsi :

En millions d'euros	Prises de commandes			Prises de commande sur chiffre d'affaires		
	S1 2017	S2 2017	2017	S1 2017	S2 2017	2017
Infrastructure & Data Management	1 509	2 388	3 897	97%	149%	123%
Business & Platform Solutions	749	951	1 700	94%	116%	105%
Big Data & Cybersecurity	294	252	546	147%	110%	127%
Worldline	389	520	908	101%	126%	114%
Total	2 941	4 111	7 051	100%	134%	117%

Le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires au premier semestre 2018 a été particulièrement soutenu en IDM et en BDS avec respectivement 123% et 127%. B&PS a enregistré une performance de 105% avec un solide Q2 à 116%. Enfin Worldline a réalisé 114% au premier semestre 2018 avec une forte accélération sur Q2.

IDM a bénéficié de la signature de nouveaux contrats en Q2 grâce à une activité commerciale très dynamique notamment en Amérique du Nord dans l'Orchestration du Cloud Hybride et le Digital Workplace dans les Services Financiers et pour l'industrie 4.0. Toujours en IDM, le Royaume-Uni a signé un grand contrat RPA (Robotic Process Automation) dans le secteur public. L'Allemagne a signé de nouveaux grands contrats multi-Divisions, par exemple avec Siemens ou dans le secteur de l'aérospatial. Worldline a conclu un partenariat majeur avec Commerzbank au second trimestre.

Les renouvellements signés au second trimestre comprennent de grands contrats dans le secteur public au Royaume-Uni et pour l'industrie pétrolière et gazière à la fois en Benelux & Pays Nordiques et en Amérique du Nord.

L'Amérique du Nord a enregistré un ratio de prise de commande sur chiffre d'affaires record à 190% au deuxième trimestre. Ceci devrait contribuer positivement à l'évolution du chiffre d'affaires au prochain semestre.

La prise de commandes et le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires par marché se décomposent ainsi :

En millions d'euros	Prises de commandes			Prises de commande sur chiffre d'affaires		
	S1 2017	S2 2017	2017	S1 2017	S2 2017	2017
Industrie, Distribution & Transports	830	1 452	2 281	78%	130%	105%
Public & Santé	777	987	1 763	93%	115%	104%
Services financiers	499	587	1 086	108%	121%	113%
Télécoms, Médias & Services aux collectivités	835	1 086	1 921	143%	180%	162%
Total	2 941	4 111	7 051	100%	134%	117%

Par marché, le ratio prise de commandes sur facturation au premier semestre est extrêmement élevé dans les Services Financiers, avec d'importantes signatures en Amérique du Nord, au Royaume-Uni, en Irlande, en Asie-Pacifique et avec Worldline.

A.2.5.2 Carnet de commandes

Reflétant le dynamisme de l'activité commerciale, le **carnet de commandes** s'élève à **23,2 milliards d'euros** fin juin 2018, contre 22,2 milliards d'euros fin décembre 2017, ce qui représente **1,9 an de chiffre d'affaires**.

A.2.5.3 Propositions commerciales

Le **montant total pondéré des propositions commerciales** a atteint **7,7 milliards d'euros**, contre 7,3 milliards d'euros fin 2017 et a représenté **7,8 mois de chiffre d'affaires**.

A.2.6 Ressources Humaines

L'**effectif total du groupe** était de **96 146** salariés à fin juin 2018, contre 97 267 fin décembre 2017, en légère baisse. L'effet de périmètre est lié à l'acquisition de CVC, qui a un impact en Europe centrale et orientale principalement et, dans une moindre mesure, en Allemagne et en Amérique du Nord.

Hors effet de périmètre, l'effectif a diminué de -2 %, allant de pair et en prévision de l'effet de l'automatisation et de la robotisation, principalement dans les Divisions Infrastructure & Data Management et Business & Platform Solutions.

Sur le premier semestre 2018, le Groupe a recruté 5 698 employés (93 % d'employés directs) contre 6 959 sur le premier semestre 2017. Les recrutements ont principalement eu lieu dans les « Autres Entités Opérationnelles » (avec un total de 56 % des recrutements directs), notamment dans les pays *offshore/low cost* tels que l'Inde, la Pologne, la Roumanie et les Philippines. Du personnel a également été recruté au sein de Worldline et de la Division Big Data afin de soutenir la croissance actuelle et future.

Le taux de départ volontaire s'est élevé à 12,3 % au niveau du groupe avec une réduction dans les géographies *offshore* à 18,5 %.

L'évolution de l'effectif au premier semestre 2018 par Entité Opérationnelle et par Division se présente comme suit :

	Fin décembre 2017	Périmètre	Recrutements	Départs, licenciements & réorganisation	Fin Juin 2018
Infrastructure & Data Management	45 678	0	2 362	-3 653	44 387
Business & Platform Solutions	31 279	0	1 924	-2 970	30 233
Big Data & Cybersecurity	4 221	639	318	-245	4 933
Coûts centraux	130		18	-5	143
Worldline	8 682	0	699	-318	9 063
Total des effectifs directs	89 989	639	5 321	-7 191	88 758
Allemagne	8 497		87	-217	8 420
Amérique du Nord	8 600	19	636	-1 170	8 085
France	11 267	0	394	-764	10 897
Royaume-Uni & Irlande	8 350	0	375	-826	7 899
Benelux & Pays Nordiques	5 688		148	-432	5 404
Autres Entités Opérationnelles	38 409		2 948	-3 455	38 469
Structures globales	496		34	-9	521
Worldline	8 682	0	699	-318	9 063
Total des effectifs directs	89 989	639	5 321	-7 191	88 758
Total des effectifs indirects	7 277	161	400	-493	7 345
TOTAL GROUPE	97 267	800	5 721	-7 684	96 103

A.3 Objectifs 2018

En 2018, après prise en compte de l'effet d'IFRS 15, le Groupe vise des objectifs ambitieux pour ses 3 critères financiers clés, en ligne avec son Ambition 2019:

Croissance organique du chiffre d'affaires : +2% à +3% ;

Marge opérationnelle : entre 10,5% et 11% du chiffre d'affaires ;

Flux de trésorerie disponible : de l'ordre de 60% de la marge opérationnelle.

A.4 Facteurs de risques

Atos est un groupe international qui opère dans 73 pays. Dans un grand nombre de ces pays, il n'existe aucun litige dans lequel le Groupe serait partie. Dans d'autres juridictions, seul un faible nombre de réclamations ou d'actions impliquant le Groupe ont été formulées. Au regard de la taille et du chiffre d'affaires de ce dernier, le niveau de contentieux demeure peu élevé.

Cela résulte en partie de l'incitation à l'auto-assurance, mais aussi de la forte promotion de la qualité des services rendus par le Groupe et de l'intervention de la Direction de Gestion des Risques entièrement dédiée au suivi des contrats, depuis l'offre commerciale jusqu'à la livraison des services. Ce suivi permet une alerte en amont des problèmes ou litiges potentiels. Tous les litiges et réclamations potentiels sont rapportés, suivis et gérés, de manière appropriée, à chaque stade de leur progression et font l'objet de revues juridiques par la Direction Juridique du Groupe.

Au cours du premier semestre 2018, plusieurs litiges importants du Groupe ont été résolus dans des termes favorables au Groupe.

La Direction Générale considère que des provisions suffisantes ont été constituées.

Le montant total des provisions pour litiges dans les comptes consolidés clos au 30 Juin 2018 pour couvrir les litiges et réclamations identifiés, s'élevait à 43,4 millions d'euros (y compris les provisions pour réclamations fiscales mais excluant les litiges en matière de droit social).

A.4.1 Litiges en matière fiscale

Le Groupe est engagé dans un certain nombre de litiges, réclamations et audits habituels en matière fiscale.

De tels litiges sont généralement résolus par le biais de procédures administratives non contentieuses. Brésil, où Atos est tantôt défendeur tantôt requérant. De tels litiges sont courants pour les sociétés opérant dans cette région. Les procédures sont habituellement longues. Dans d'autres juridictions, ces réclamations sont habituellement réglées par le biais de procédures administratives simples non contentieuses.

Il existe une réclamation significative en matière de droits d'enregistrement à l'encontre des autorités fiscales britanniques. Sur le fondement d'un arrêt HSBC rendu par la Cour de Justice de l'Union Européenne, Atos UK a introduit une requête en 2009 demandant le remboursement d'un droit de timbre acquitté en juillet 2000 pour un montant total de plus de 10,0 millions d'euros. Les juridictions saisies ont reconnu sur le fond le principe du remboursement en 2012 et ont rendu une décision favorable à la société en avril 2017 au sujet du délai de prescription. Atos UK attend désormais le résultat d'une demande d'appel introduite par l'administration fiscale anglaise.

Le montant total des provisions pour les litiges en matière fiscale figurant dans les comptes consolidés clos au 30 Juin 2018 était de 21,7 millions d'euros.

A.4.2 Litiges en matière commerciale

Il existe un faible nombre de litiges en matière commerciale. Les litiges en matière commerciale sont gérés par la Direction Juridique du Groupe.

Un certain nombre d'importants litiges commerciaux existent dans des juridictions variées que le Groupe a intégrées à la suite de diverses acquisitions. Pendant le premier semestre 2018, le Groupe et Siemens ont conclu deux accords relatifs aux litiges Unify d'une part et Siemens IT Solutions et Services d'autre part. Après avoir signé ces transactions, le Groupe considère avoir obtenu une couverture satisfaisante des risques associés.

Le Groupe fait l'objet d'un faible nombre de litiges en matière de propriété intellectuelle, de nature

spéculative, portant sur des réclamations fortement surévaluées et sans fondement.

Le montant total des provisions pour les risques de litiges commerciaux, comme inscrit dans les comptes consolidés arrêtés au 30 Juin 2018, s'élève à 21,7 million d'euros.

A.4.3 Litiges en matière sociale

Le Groupe emploie plus de 100 000 salariés. Il existe relativement peu de litiges en matière sociale. Dans la majeure partie des juridictions il n'existe pas ou très peu de litiges. L'Amérique Latine est la seule région où il existe un nombre important de litiges mais ceux-ci sont de faible valeur ou gonflés et habituels pour des sociétés opérant dans cette région.

Le Groupe est partie en qualité de défendeur à quelques litiges en matière sociale, de valeur plus importante en France et au Brésil. De l'avis du Groupe ces litiges sont pour la plupart dépourvus en tout ou partie de fondement et font l'objet d'une provision adaptée.

L'ensemble des litiges dont le montant réclamé est supérieur à 300 000 euros a fait l'objet d'une provision d'un montant total de 9,7 millions d'euros figurant dans les comptes consolidés clos au 30 Juin 2018.

A.4.4 Garanties de passif

Le Groupe n'est partie qu'à un petit nombre de litiges relatifs à la mise en jeu d'une garantie de passif à la suite d'opérations de cessions/acquisitions.

A.4.5 Autres

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre procédure administrative, gouvernementale, judiciaire ou arbitrale, en cours ou potentielle, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

A.5 Parties liées

L'objet du présent paragraphe est de mettre en évidence les relations qui existent d'une part, entre le Groupe et ses actionnaires (ou représentants) et d'autre part, entre le Groupe et les sociétés liées sur lesquelles le Groupe n'exerce pas un contrôle exclusif (i.e. participation dans une coentreprise ou une entreprise associée).

Une description des transactions avec les parties liées est disponible dans la Note 28 – Parties liées page 206 du document de référence 2017 du Groupe Atos déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 26 février 2018. Au cours du premier semestre 2018, le Groupe Atos n'a identifié aucune autre transaction significative avec des parties liées.

B. Etats financiers

B.1 Revue financière

Toutes les données 2017 sont retraitées selon les normes IFRS 15 et IFRS 9.

B.1.1 Etat du résultat global

Le Groupe a réalisé un résultat net (attribuable aux propriétaires de la Société Mère) de 228 millions d'euros au 30 juin 2018, représentant 3,8% du chiffre d'affaires consolidé et en amélioration de 7,7% comparativement au premier semestre 2017. Le résultat net normalisé, retraité des produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôts), s'est élevé à 356 millions d'euros pour la période, représentant 5,9% du chiffre d'affaires consolidé.

<i>(En millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	%	Semestre clos le 30 juin 2017 retraité	%
Marge opérationnelle	545	9,1%	538	9,0%
Autres produits et charges opérationnels	-203		-211	
Résultat opérationnel	342	5,7%	327	5,5%
Résultat financier	-21		-32	
Charge d'impôt	-59		-56	
Part des participations ne donnant pas le contrôle et quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-35		-28	
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	228	3,8%	211	3,5%
Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la Société Mère (*)	356	5,9%	344	5,7%

(*) Le résultat net normalisé est défini ci-après

B.1.1.1 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et est expliquée dans la revue opérationnelle.

B.1.1.2 Autres produits et charges opérationnels

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents. Il a représenté une charge nette de 203 millions d'euros au premier semestre 2018. Le tableau ci-dessous détaille ce poste par nature :

(En millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2017
Réorganisation des effectifs	-39	-40
Rationalisation et frais associés	-15	-23
Coûts d'intégration et d'acquisition	-29	-20
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition	-57	-62
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions	-39	-45
Autres	-24	-22
Total	-203	-211

Les dépenses de **réorganisation** des effectifs se sont élevées à 39 millions d'euros et sont principalement la conséquence de l'effort d'adaptation des effectifs du Groupe dans plusieurs pays tels que l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Par ailleurs, une importante réorganisation des effectifs a été réalisée en Amérique du Nord, mais pour un coût moins important que dans les autres pays.

Les **coûts de rationalisation et frais associés** se sont élevés à 15 millions d'euros et ont été engendrés par la fermeture de sites dans le cadre des plans de réorganisation et de regroupement des data centers, principalement en France, en Allemagne et en Amérique du Nord pour des montants équivalents.

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** sont principalement dus à la migration et la standardisation des plateformes informatiques des entreprises récemment acquises. Ces coûts se sont élevés à 29 millions d'euros pour le premier semestre 2018 et proviennent principalement de l'intégration en cours d'equensWorldline, de l'intégration de plusieurs sociétés acquises en 2017 dont CVC et des coûts d'acquisition relatifs à l'acquisition en cours de SIX Payment Services chez Worldline.

L'amortissement au titre du premier semestre 2018 des immobilisations incorporelles reconnues au titre de l'allocation des prix d'acquisitions s'est élevé à 57 millions d'euros dont principalement :

- 11 millions d'euros de charge d'amortissement correspondant à la relation clients apportée par SIS, amortissable sur une durée de 4 à 12 ans à partir du 1^{er} juillet 2011 ;
- 9 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Xerox ITO, amortie sur une durée de 6 à 12 ans à partir du 1^{er} juillet 2015 ;
- 9 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et de la technologie apportées par Unify, amortissables à partir du 1^{er} février 2016, sur une période de 2 à 10 ans ;
- 8 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et des brevets apportés par Bull, amortissables à partir du 1^{er} septembre 2014, respectivement sur 9 ans et de 7 à 10 ans ;
- 5 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Equens et Paysquare, amortissable à partir du 1^{er} octobre 2016 sur une période de 6,5 ans à 9,5 ans.

Les **charges relatives à des paiements fondés sur des actions** se sont élevées à 39 millions d'euros contre 45 millions au premier semestre 2017 et sont en ligne avec les 41 millions d'euros enregistrés au second semestre 2017.

Au premier semestre 2018, les **autres éléments** pour 24 millions d'euros correspondent principalement aux contrats de pré-retraite en France et aux cessations anticipées d'activité en Allemagne.

B.1.1.3 Résultat financier

Le résultat financier du Groupe s'est soldé par une charge de 21 millions d'euros sur la période (contre

une charge de 32 millions d'euros au premier semestre 2017). Il est composé du coût de l'endettement financier net de 9 millions d'euros et de coûts financiers non opérationnels pour 12 millions d'euros.

Le coût de l'endettement financier net s'est élevé à 9 millions d'euros contre 13 millions au premier semestre 2017, grâce à de meilleurs taux d'intérêts sur dépôts et à l'utilisation de papiers commerciaux avec de meilleures conditions que pour le prêt syndiqué.

Les coûts financiers non opérationnels s'élèvent à 12 millions d'euros contre 20 millions d'euros au premier semestre 2017, principalement du fait du gain de change et de la réévaluation des actions de préférence Visa pour 3,3 millions d'euros.

B.1.1.4 Impôt

La charge d'impôt sur le premier semestre 2018 s'est élevée à 59 millions d'euros pour un résultat avant impôt de 321 millions d'euros. Le Taux d'Impôt Effectif (TIE) annualisé appliqué à fin juin 2018 est de 18,3% contre 18,9% au titre du premier semestre 2017.

B.1.1.5 Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle comprennent les participations détenues par les partenaires des coentreprises et par d'autres associés du Groupe. Elles ont eu un impact de 35 millions d'euros en juin 2018 (comparé à un impact de 28 millions d'euros en juin 2017). L'augmentation était principalement liée aux participations ne donnant pas le contrôle dans Worldline, y compris les partenaires de coentreprise dans equensWorldline.

B.1.1.6 Résultat net normalisé

Le résultat net normalisé avant éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôt) s'est élevé à 356 millions d'euros, représentant 5,9% du chiffre d'affaires consolidé de la période.

<i>(En millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2017
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	228	211
Autres produits et charges opérationnels nets d'impôt	-129	-133
Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	356	344

B.1.1.7 Résultat net par action (RNPA) semestriel

<i>(En millions d'euros et en nombre d'actions)</i>	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	% Rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2017 retraité	% Rentabilité
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	228	3,8%	211	3,5%
Impact des instruments dilutifs	-		-	
Résultat net – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]	228	3,8%	211	3,5%
Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [c]	356	5,9%	344	5,7%
Impact des instruments dilutifs	-		-	
Résultat net dilué normalisé – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [d]	356	5,9%	344	5,7%
Nombre moyen pondéré d'actions [e]	105 344 848		104 919 748	
Impact des instruments dilutifs	125 413		425 763	
Nombre moyen dilué d'actions [f]	105 470 261		105 345 511	
<i>(en euros)</i>				
RNPA (Résultat Net Par Action) [a]/[e]	2,16		2,01	
RNPA dilué [b]/[f]	2,16		2,00	
RNPA normalisé [c]/[e]	3,38		3,28	
RNPA dilué normalisé [d]/[f]	3,38		3,27	

Les instruments dilutifs sont constitués d'options de souscription d'actions exerçables (correspondant à 125 413 options) et n'ont pas engendré de retraitement du résultat net utilisé pour le calcul du résultat net dilué par action.

B.1.2 Tableau de flux de trésorerie et trésorerie nette

Le Groupe a publié une trésorerie nette positive de 351 millions d'euros à fin juin 2018 et a généré sur le semestre un flux de trésorerie disponible de 180 millions d'euros.

<i>(En millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2017
Excédent Brut Opérationnel (EBO)	721	712
Investissements opérationnels	-223	-235
Variation du besoin en fonds de roulement	-140	-37
Flux de trésorerie opérationnel	358	439
Impôts payés	-57	-64
Coût de l'endettement financier net payé	-9	-13
Réorganisation provenant des autres produits et charges opérationnels	-54	-68
Rationalisation & frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels	-5	-14
Coûts d'intégration et d'acquisition	-26	-19
Autres variations (*)	-28	-20
Flux de trésorerie disponible	180	242
(Acquisitions)/cessions (solde net)	-24	-12
Augmentation/ (diminution) de capital	13	31
Programme de rachat d'actions collectives	-50	-8
Dividendes versés	-70	-168
Flux de trésorerie net	49	86
Trésorerie / (Endettement) net(te) d'ouverture	307	430
Endettement net à l'ouverture Unify S&P	-	-101
Variation nette de trésorerie / (endettement)	49	86
Incidence de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie / (endettement)	-5	-72
Trésorerie / (Endettement) net(te) de clôture	351	342

(*) Les « Autres variations » correspondent aux autres éléments opérationnels décaissés (excluant la réorganisation, la rationalisation et frais associés, les coûts d'intégration et d'acquisition), aux autres éléments financiers décaissés, aux investissements financiers nets à long terme hors acquisitions et cessions et à la participation des salariés transférée en fonds d'emprunt.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, les dividendes payés aux participations ne donnant pas le contrôle ne sont plus considérés comme faisant partie du flux de trésorerie disponible et sont reportés sur la ligne « Dividendes versés ». L'impact pour l'année 2017 s'est élevé à 1,8 millions d'euros.

Le **flux de trésorerie disponible** représenté par la variation de trésorerie nette ou de l'endettement net, corrigé des variations de capital (notamment les montants reçus des salariés pour l'exercice des options de souscription d'actions), des dividendes, de l'impact de la variation des taux de change sur la position nette de trésorerie à l'ouverture et des acquisitions/cessions sur la période, a atteint 180 millions d'euros contre 242 millions d'euros sur le premier semestre 2017.

Le **flux de trésorerie opérationnel** s'est élevé à 358 millions d'euros contre 439 million d'euros sur le premier semestre 2017. Cette variation est due aux éléments suivants :

- Excédent Brut Opérationnel : +9 millions d'euros ;
- Investissements opérationnels : +12 millions d'euros ;
- Variation du besoin en fonds de roulement : -103 millions d'euros.

L'**EBO** s'est établi à 721 millions d'euros, soit une augmentation de 9 millions d'euros par rapport à juin 2017, représentant 12,0% du chiffre d'affaires contre 11,9% en juin 2017. Le passage de la marge opérationnelle à l'EBO était le suivant :

<i>(En millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2017
Marge opérationnelle	545	538
+ Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	221	237
+ Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	17	8
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions pour retraite	-45	-27
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions	-18	-44
EBO	721	712

Les **investissements opérationnels** ont atteint 223 millions d'euros durant la période, soit 3,7% du chiffre d'affaires, contre 235 millions d'euros au premier semestre 2017 (3,9% du chiffre d'affaires).

La variation du **besoin en fonds de roulement** a atteint -140 millions d'euros en dégradation par rapport au -37 millions d'euros au premier semestre 2017. Le délai de règlement clients (DSO) a augmenté de 7 jours (passant de 39 jours à fin décembre 2017 à 46 jours à fin juin 2018), alors que le délai de règlement fournisseurs (DPO) a été positivement impacté de 3 jours (passant de 98 jours à fin décembre 2017 à 101 jours à fin juin 2017) (*Pour le calcul des DSO et DPO conformément à IFRS15 veuillez-vous référer respectivement aux notes 11 et 17*). Le délai de règlement clients a été positivement impacté par la mise en place d'accords financiers grands comptes, de 23 jours en juin 2018 et 23 jours en décembre 2017.

Les **impôts payés** pour 57 millions d'euros restent peu élevés, principalement du fait de l'utilisation de déficits reportables.

Le **coût de l'endettement financier** net s'est élevé à 9 millions d'euros, en baisse de 4 millions d'euros par rapport au premier semestre 2017, reposant sur :

- Un taux moyen de la charge d'intérêt sur les emprunts de 1,36% comparé à 1,66% en 2017 ; et
- Une rémunération moyenne de la trésorerie du Groupe de 0,98% comparée à 0,65% en 2017.

Les décaissements liés à la **réorganisation, à la rationalisation et frais associés et aux coûts d'intégration et d'acquisition** s'élevant à 85 millions d'euros, sont en ligne avec l'objectif annuel 2018 fixé à 1% du chiffre d'affaires du Groupe (hors acquisitions significatives). Une partie plus importante des coûts de réorganisation a été avancée au premier semestre afin d'optimiser l'impact sur la marge opérationnelle annuelle.

La ligne « **Autres variations** » s'élève à -28 millions d'euros et a augmenté de 8 millions d'euros du fait de plusieurs accords de 2017.

En conséquence de l'augmentation du besoin en fonds de roulement, le **flux de trésorerie disponible** du Groupe, au premier semestre 2018, s'est élevé à 180 millions d'euros, contre 242 millions d'euros pour le premier semestre 2017.

Les **augmentations de capital** s'élèvent à 13 millions d'euros pour le premier semestre 2018 comparé à 31 millions d'euros au premier semestre 2017. Elles sont principalement liées au programme d'actionnariat salarié SPRINT survenu seulement au premier semestre 2017 pour 20 millions d'euros et à l'augmentation du nombre d'options de souscription d'actions au premier semestre 2018 comparé au premier semestre 2017.

Le **programme de rachat d'actions** s'est élevé à 50 millions d'euros au premier semestre 2018 contre 8 millions d'euros au premier semestre 2017. Ce rachat d'actions a lieu afin de pouvoir livrer des actions de performance au management du Groupe sans effet de dilution.

Au cours du premier semestre 2018, les **dividendes versés** sont principalement les dividendes payés aux actionnaires de la Société Mère pour 68 millions d'euros (1,70 euro par action), alors que les dividendes versés au premier semestre 2017 se sont élevés à 168 millions (1,60 euro par action) et ont été intégralement réglés en numéraire.

La **variation de cours des monnaies étrangères**, déterminée sur l'exposition de la dette ou de la trésorerie par pays, a conduit à une baisse de la trésorerie nette de -5 millions d'euros. Pour rappel, la trésorerie nette au premier semestre 2017 avait été impactée de manière significative par le cours du dollar américain qui s'était déprécié par rapport à l'euro.

B.2 Etats financiers consolidés résumés semestriels

B.2.1 Compte de résultat consolidé semestriel

<i>(En millions d'euros)</i>	Notes	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2017 retraité
Chiffre d'affaires	Note 2	6 005	6 007
Charges de personnel	Note 3	-2 773	-2 918
Charges opérationnelles	Note 4	-2 687	-2 551
Marge opérationnelle		545	538
En % du Chiffre d'affaires		9,1%	9,0%
Autres produits et charges opérationnels	Note 5	-203	-211
Résultat opérationnel		342	327
En % du Chiffre d'affaires		5,7%	5,5%
Coût de l'endettement financier net		-9	-13
Autres charges financières		-31	-39
Autres produits financiers		19	19
Résultat financier	Note 6	-21	-32
Résultat avant impôt		321	295
Charge d'impôt	Note 7	-59	-56
RESULTAT NET		262	239
Dont attribuable aux :			
- propriétaires de la société mère		228	211
- participations ne donnant pas le contrôle		35	28

<i>(en millions d'euros et en nombre d'actions)</i>		Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2017
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	Note 8	228	211
Nombre moyen pondéré d'actions		105 344 848	104 919 748
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la Société Mère		2,16	2,01
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		105 470 261	105 345 511
Résultat net dilué par action - attribuable aux propriétaires de la Société Mère		2,16	2,00

B.2.2 Etat du résultat global semestriel

(En millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2017 retraité
Résultat net de la période	262	239
Autres éléments du résultat global		
- A reclasser en compte de résultat (recyclable):	-4	-134
Variation de la juste valeur des instruments financiers	5	-2
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	1
Variation de la réserve de conversion	-7	-134
Effet d'impôt sur les éléments recyclables directement reconnus en capitaux propres	-2	2
- Non reclassé en compte de résultat (non-recyclable):	59	39
Gains et pertes actuariels générés sur la période liés aux engagements de retraite	74	47
Effet d'impôt sur les éléments non-recyclables directement reconnus en capitaux propres	-16	-8
Total autres éléments du résultat global	55	-95
Total Résultat global de la période	317	145
Dont attribuable aux :		
- propriétaires de la Société Mère	284	117
- participations ne donnant pas le contrôle	34	28

B.2.3 Etats consolidés semestriels de la situation financière

(En millions d'euros)

30 juin 2018 31 décembre 2017

		30 juin 2018	31 décembre 2017
ACTIF			
Goodwill	Note 9	4 400	4 384
Immobilisations incorporelles		1 322	1 310
Immobilisations corporelles		658	693
Actifs financiers non courants	Note 10	242	281
Impôts différés actifs		400	381
Total des actifs non courants		7 021	7 049
Clients et comptes rattachés	Note 11	2 831	2 660
Impôts courants		33	33
Autres actifs courants	Note 12	1 484	1 475
Instruments financiers courants		15	8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 13	1 967	2 260
Total des actifs courants		6 330	6 436
TOTAL DE L'ACTIF		13 351	13 484

(En millions d'euros)

Notes 30 juin 2018 31 décembre 2017

	Notes	30 juin 2018	31 décembre 2017
PASSIF			
Capital social		107	105
Primes		2 862	2 740
Réserves consolidées		1 969	1 498
Ecart de conversion		-287	-282
Résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société Mère		228	601
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société Mère		4 879	4 662
Participations ne donnant pas le contrôle		600	564
Total capitaux propres		5 479	5 226
Provisions retraites et assimilées	Note 14	1 260	1 350
Provisions non courantes	Note 15	118	113
Passifs financiers		1 038	1 241
Impôts différés passifs		140	119
Autres passifs non courants		3	5
Total des passifs non courants		2 558	2 828
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 17	2 219	2 060
Impôts courants		113	100
Provisions courantes	Note 15	141	173
Instruments financiers courants		6	7
Part à moins d'un an des passifs financiers		577	712
Autres passifs courants		2 257	2 378
Total des passifs courants		5 314	5 431
TOTAL DU PASSIF		13 351	13 484

B.2.4 Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel

(En millions d'euros)

	Notes	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2017
Résultat avant Impôt		321	295
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	Note 4	221	237
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions d'exploitation		-62	-71
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions financières		14	14
Dotations/(Reprises) nettes aux autres provisions opérationnelles		3	-20
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition		57	62
(Plus)/Moins-values de cessions d'immobilisations		0	4
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions		39	45
Pertes / (gains) latents liés aux variations de juste valeur et autres		-7	1
Coût de l'endettement financier net	Note 6	9	13
Flux nets de trésorerie générés par l'activité avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôts		594	579
Impôts payés		-57	-64
Variation du besoin en fonds de roulement		-140	-37
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		397	478
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-223	-235
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		13	5
Investissements d'exploitation nets		-210	-230
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		-17	-13
Trésorerie des sociétés acquises durant l'exercice		-9	0
Encaissements liés aux cessions financières		2	12
Trésorerie des sociétés cédées durant l'exercice		0	0
Investissements financiers nets		-24	-1
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-234	-232
Augmentations de capital liées à l'exercice d'options de souscription d'actions		13	11
Augmentation de capital soucrite par les minoritaires		-	20
Rachats et reventes d'actions propres		-50	-8
Dividendes versés		-70	-168
Souscription de nouveaux emprunts	Note 16	54	113
Nouveaux contrats de location-financement	Note 16	4	5
Remboursements d'emprunts à long et à moyen terme	Note 16	-365	-129
Coût de l'endettement financier net payé		-9	-13
Autres mouvements liés aux opérations de financement		-1	61
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-423	-109
Variation de trésorerie		-259	137
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture		2 182	1 992
Unify S&P trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		0	-92
Variation de trésorerie	Note 16	-259	137
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie		-4	-76
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	Note 18	1 918	1 961

B.2.5 Variation semestrielle des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)

	Nombre d'actions à la clôture <i>(en milliers)</i>	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Eléments constatés directement en capitaux propres	Résultat net	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Au 1er janvier 2017	104 908	105	2 713	950	-29	-1	579	4 316	519	4 835
• Augmentation de capital	460	1	25					25	6	31
• Affectation du résultat net de l'exercice précédent				579			-579	0		
• Dividendes versés aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle				-168				-168	-3	-170
• Paiements fondés sur des actions				32				32	1	32
• Achat/Vente d'actions propres				-8				-8		-8
• Variations de périmètre WL						12		12	-12	
• Autres				-2		2		0	-2	-2
Transactions avec les actionnaires	460	1	25	433		14	-579	-106	-11	-117
• Résultat net de la période							211	211	28	239
• Autres éléments du résultat global				38	-133	0		-94	0	-95
Total du résultat global de la période				38	-133	0	211	117	28	145
Au 30 juin 2017	105 368	105	2 738	1 421	-162	13	211	4 326	537	4 863
• Augmentation de capital	76		2					2	5	8
• Dividendes versés aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle									1	1
• Paiements fondés sur des actions				33				33	1	34
• Achat/Vente d'actions propres				-51				-51		-51
• Acquisition de participation ne donnant pas le contrôle sans changement de contrôle				18				18	-29	-11
• Variations de périmètre WL						-12		-12	12	0
• Autres				2		-2		0	2	2
Transactions avec les actionnaires	76		2	1		-14		-11	-7	-18
• Résultat net de la période							389	389	36	426
• Autres éléments du résultat global				74	-120	3		-43	-2	-45
Total du résultat global de la période				74	-120	3	389	346	35	381
Au 31 Décembre 2017	105 444	105	2 740	1 496	-282	2	601	4 662	564	5 226
• Impact IFRS9 - Coûts de couverture				-6		6				
Au 31 Décembre 2017 retraité	105 444	105	2 740	1 490	-282	8	601	4 662	564	5 226
• Augmentation de capital	1 440	2	122					124	7	131
• Affectation du résultat net de l'exercice précédent				601			-601	0		0
• Dividendes versés aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle				-179				-179	-2	-182
• Paiements fondés sur des actions				36				36	2	38
• Vente d'actions propres				-50				-50		-50
• Acquisition de participation ne donnant pas le contrôle sans changement de contrôle				5				5	-5	0
• Autres				-1				-1		-1
Transactions avec les actionnaires	1 440	2	122	411			-601	-66	2	-65
• Résultat net de la période							228	228	35	262
• Autres éléments du résultat global				58	-4	2		56	-1	55
Total du résultat global de la période				58	-4	2	228	284	34	317
Au 30 juin 2018	106 884	107	2 862	1 958	-287	11	228	4 879	600	5 479

B.2.6 Annexe aux états financiers consolidés résumés semestriels

B.2.6.1 Base de préparation

Les états financiers intermédiaires consolidés du premier semestre 2018 ont été établis conformément aux normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2018.

Les normes internationales comprennent les « International Financial Reporting Standards » (IFRS) publiées par l'« International Accounting Standards Board » (IASB), les « International Accounting Standards » (IAS), les interprétations du « Standing Interpretations Committee » (SIC) et de l'« International Financial Reporting Interpretations Committee » (IFRIC).

Les états financiers intermédiaires consolidés pour la période de 6 mois close le 30 juin 2018 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et doivent être lus en relation avec les derniers états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017. Ils ne comprennent pas toutes les informations nécessaires à un jeu complet d'états financiers selon les normes IFRS. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatives en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers.

Changements de principes comptables

A l'exception des impacts des nouvelles normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2018, dont IFRS 15 et IFRS 9, les principes comptables appliqués pour les états financiers intermédiaires consolidés à fin juin 2018 sont conformes à ceux appliqués lors de l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2017.

IFRS 15

La norme IFRS 15 constitue le cadre de référence permettant de déterminer si des produits sont à comptabiliser, pour quel montant et quand ils doivent l'être. Elle remplace les dispositions existantes sur la comptabilisation du chiffre d'affaires, notamment IAS 18 – Produits des activités ordinaires, IAS 11 – Contrats de construction et leurs interprétations. Le Groupe a adopté IFRS15 selon la méthode rétrospective. Par conséquent, l'information présentée pour 2017 a été retraitée.

Principal ou Agent

Le Groupe a mené une analyse de la nature de ses relations vis-à-vis de ses clients afin de déterminer s'il agit en tant que principal ou en tant qu'agent dans la réalisation du contrat ou d'une partie du contrat quand le Groupe est amené à revendre des équipements, des logiciels ou des services.

Dans le référentiel IAS 18, le Groupe prenait comme principaux critères les notions de risques et avantages pour déterminer s'il agissait en tant que principal ou agent dans une transaction. Sous IFRS 15, le Groupe est désormais considéré comme agissant en tant que principal s'il contrôle les biens ou les services avant de les transférer à son client.

Identification des obligations de performance au sein d'un contrat à phases multiples

Les contrats gérés au sein des Divisions Infrastructure & Data Management et Business & Platform Solutions comprennent souvent des phases de transition et de transformation préalables à la mise en œuvre des services récurrents. Le nouveau standard clarifie le traitement des activités effectuées en amont de la phase de services récurrents.

Sous IFRS 15, lorsque ces phases apportent une valeur ajoutée au client résultant d'un transfert de contrôle, le chiffre d'affaires est reconnu au cours de ces phases. Dans le cas contraire, les coûts encourus lors de ces phases doivent être stockés au bilan, si elles remplissent les conditions d'activation, et amortis sur la durée du contrat au cours de laquelle les services sont effectivement rendus au client. La trésorerie encaissée au titre de ces phases est considérée comme un paiement d'avance.

Sous IAS 18, le Groupe avait pour pratique de reconnaître le revenu quand le Groupe possédait un droit

contractuel à paiement pour les services rendus. Sous IFRS 15, les phases de transition sont capitalisées comme actifs de contrats et amorties sur la durée de vie du contrat. Ce retraitement n'est pas matériel au niveau du Groupe.

Impacts sur les comptes consolidés du Groupe

Le chiffre d'affaires comptabilisé au titre de l'exercice 2017 en application de la norme IFRS 15 est inférieur de 695 millions d'euros, dont 303 millions d'euros au 30 juin 2017, à celui reconnu en application du précédent référentiel. L'impact sur les capitaux propres est nul au 1^{er} janvier 2017.

IFRS 9

La norme IFRS 9 « Instruments financiers » remplace la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

Classification des actifs financiers

IFRS 9 prévoit une nouvelle approche en matière de classement et d'évaluation des actifs financiers. La norme présente trois classes d'actifs financiers, ceux évalués au coût amorti, ceux évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces nouvelles dispositions en matière de classement n'ont pas d'impact significatif sur la manière dont le Groupe comptabilise les créances clients, prêts, placements à court terme et titres de capitaux propres.

Dépréciation – Actifs financiers et actifs de contrats

IFRS 9 remplace le modèle de « pertes encourues » d'IAS 39 par celui des « pertes de crédit attendues ».

Pour les créances commerciales incluant les actifs de contrats, le Groupe a évalué les pertes effectivement encourues au cours des dernières années sur son portefeuille clients et a conclu que le nouveau modèle de dépréciation d'IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 n'a pas d'impact matériel sur les comptes du Groupe par rapport au modèle IAS 39.

Les placements détenus par le Groupe le sont auprès d'institutions financières dont la majorité est notée de A- à AA-. Le Groupe n'a pas coutume de déprécier ce type d'actifs. L'impact du nouveau modèle a été calculé sur la base de la notation S&P et n'a pas d'impact matériel sur les comptes du Groupe.

Comptabilité de couverture

Lors de la première application d'IFRS 9, le Groupe a le choix de continuer d'appliquer les dispositions d'IAS 39 en matière de comptabilité de couverture et non celles d'IFRS 9. Le Groupe a choisi d'appliquer IFRS 9 pour sa comptabilité de couverture.

Le Groupe utilise des contrats de change à terme pour couvrir la variabilité des flux de trésorerie attribuable aux variations des cours de changes liées aux achats et ventes en monnaie étrangère.

Seule la variation de juste valeur de l'élément « prix » au comptant du contrat de change à terme est désignée en tant qu'instrument de couverture dans les relations de couverture de flux de trésorerie. Selon IAS 39, la variation de valeur de l'élément « temps » des contrats de change à terme (élément de report/déport) est comptabilisée immédiatement en résultat.

En adoptant IFRS 9, le Groupe a choisi de comptabiliser les éléments de report/déport séparément en « coûts de couverture ». Ils sont désormais comptabilisés en autres éléments du résultat global et accumulés en réserve de coûts de couverture, dans une composante séparée des capitaux propres, avant d'être comptabilisés ultérieurement, comme les gains et pertes accumulés dans la réserve de couverture des flux de trésorerie.

L'impact de ce changement de méthode de comptabilité de couverture au 1^{er} janvier 2018 est une baisse des réserves consolidées de 6,3 millions d'euros en contrepartie des autres éléments du résultat global.

IFRS 16

IFRS 16, applicable pour le Groupe Atos à compter du 1^{er} janvier 2019 aura un impact significatif sur les comptes du Groupe.

Cette nouvelle norme remplace les normes IAS 17 – Contrats de Location, IFRIC 4 – Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15 – Avantages dans les contrats de location simple, et SIC 27 – Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location. Il existe des exemptions pour les contrats de location de courte durée ou de faible valeur.

IFRS 16 introduit un modèle unique de comptabilisation des contrats de location pour les locataires. Le Groupe, comme locataire, reconnaît un « droit d'usage » à l'actif représentant son droit à utiliser l'actif sous-jacent et une dette représentative de son obligation de paiement des loyers.

Le Groupe a effectué une première analyse des impacts potentiels de l'application d'IFRS 16 sur ses comptes consolidés mais n'a pas encore achevé son analyse complète. A date, les principaux impacts attendus résident dans la reconnaissance de droits d'usage et des dettes associés relatifs aux contrats de location immobiliers, d'équipements informatiques et véhicules de fonction. Par ailleurs, la nature des charges encourues va évoluer des charges de loyer opérationnelles vers un amortissement du droit d'usage et un intérêt financier sur la dette associée.

Autres normes

Le Groupe n'a adopté de manière anticipée aucune norme ou interprétation dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2018. Le Groupe n'applique aucune norme ou interprétation non encore approuvée par L'Union Européenne à la date de clôture.

Les états financiers intermédiaires consolidés sont présentés en euro qui est la devise fonctionnelle du Groupe. Tous les montants sont présentés en millions d'euros.

B.2.6.2 Principes comptables significatifs

En complément des principes comptables indiqués dans le rapport annuel, les principes comptables suivants sont applicables pour les comptes intermédiaires :

Dépréciation d'actifs

Les goodwill et les actifs amortissables font l'objet d'un test de dépréciation dès lors que des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Une perte de valeur est reconnue le cas échéant pour l'excès de valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable.

De tels événements et circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- Un écart significatif de la performance économique des actifs comparé au budget ;
- Une détérioration importante de l'environnement économique des actifs ;
- La perte d'un client majeur ;
- Une hausse significative des taux d'intérêts.

Retraites et avantages similaires

Le principe de réévaluation des actifs et passifs de retraite lors des arrêtés intermédiaires est inchangé, c'est-à-dire que des réévaluations actuarielles ne sont mises en œuvre que si des mouvements importants interviennent dans les taux d'actualisation, et sont limitées aux régimes les plus significatifs du Groupe. Pour les régimes moins significatifs des projections actuarielles sont utilisées.

Charge d'impôt

La charge d'impôt comprend la charge d'impôt sur le résultat et les impôts différés. Dans le cadre des comptes semestriels, la charge d'impôts consolidée du Groupe a été déterminée sur la base du taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice. Ce taux est appliqué au résultat net avant impôt semestriel. Le taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice est déterminé en fonction de la charge d'impôt courant et différé prévue compte tenu des prévisions de résultat du Groupe pour l'exercice.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Contrats de service à éléments multiples

Le Groupe est amené à signer des contrats de services à éléments multiples, pouvant correspondre à une combinaison de différents services ou livraisons de biens. Le chiffre d'affaires est reconnu de manière séparée pour chacun des éléments lorsqu'ils sont identifiables séparément et que le client peut en profiter de manière distincte.

Les contrats gérés au sein des Divisions Infrastructure & Data Management et Business & Platform Solutions comprennent souvent des phases de transition et de transformation préalables à la mise en œuvre des services récurrents.

Lorsque les activités de transition et de transformation correspondent à des activités de démarrage, de transfert de savoir-faire et n'apportent aucune valeur ajoutée au client en amont des phases de services récurrents, aucun revenu n'est comptabilisé en lien avec ces activités. Les coûts encourus lors de ces phases sont capitalisés comme « actifs de contrat » s'ils correspondent à des ressources engagées dans le but de satisfaire les obligations de performances futures en lien avec le contrat et s'ils sont recouvrables. Ces coûts sont amortis linéairement sur la durée du contrat. La trésorerie encaissée au titre de ces activités est considérée comme un paiement d'avance et reconnu en chiffre d'affaires ultérieurement au cours de la période de services récurrents.

En revanche, lorsque ces activités transfèrent au client le contrôle d'un service ou d'un bien distinct dont le client peut bénéficier indépendamment des services récurrents, elles sont traitées séparément et le chiffre d'affaires est reconnu sans attendre la phase de services récurrents.

Lorsqu'un contrat contient plusieurs obligations de performance, le prix est alloué à chacune d'elles sur la base de son prix de vente individuel. Ce prix de vente est déterminé sur la base du prix « catalogue »

auquel le Groupe vend ses services et produits. Sinon, le Groupe estime ce prix de vente sur la base du coût de revient majoré.

Pour les activités Worldline, le revenu généré par l'activité « acquisition commerçants » (Commercial acquiring) est reconnu net des commissions d'interchange facturées par les banques émettrices des porteurs de cartes. Le Groupe ne fournit pas de service additionnel à la prestation délivrée par la banque émettrice et ne porte pas la responsabilité de ce service. Ces commissions sont transférées vers les commerçants sans impacter les services pour lequel le Groupe est engagé vis-à-vis de ces derniers. En revanche les commissions versées aux schémas (Visa, Mastercard, Bancontact et autres) sont comptabilisées en charge et le chiffre d'affaires relatif à cette prestation est reconnu lorsqu'il est facturé aux commerçants. La prestation effectuée par les schémas fait partie intégrante du service « acquisition commerçants » délivré par Worldline.

Reconnaissance du chiffre d'affaires à une date donnée dans le temps ou en continu

Le chiffre d'affaires est reconnu quand le Groupe transfère le contrôle des biens ou services vendus au client, soit à une date donnée dans le temps, soit en continu.

Pour les services récurrents, le chiffre d'affaires est reconnu en continu dans la mesure où le client bénéficie immédiatement des services dès que ceux-ci sont réalisés par le Groupe. Quand le Groupe a un droit à facturer le client qui correspond directement à l'obligation de performance réalisée à date, le chiffre d'affaires est comptabilisé pour ce montant. Sinon, le chiffre d'affaires est reconnu sur la base des coûts encourus si ces coûts ne sont pas supportés de manière uniforme sur la période couvrant le service rendu.

Quand le Groupe construit un actif ou délivre des développements spécifiques, le chiffre d'affaires est reconnu en continu sur la base des coûts encourus, quand l'obligation de performance du Groupe consiste à construire un actif que le client contrôle au fur et à mesure de sa création ou un actif qui n'a pas d'usage alternatif que celui qui en sera fait par le client et que le Groupe a un droit irrévocable à paiement pour les travaux réalisés à date. Si ces conditions ne sont pas remplies, le chiffre d'affaires est reconnu à une date donnée.

Paiements à la signature de contrats

Les paiements aux clients effectués à la signature de contrats sont comptabilisés comme « actifs de contrats » et amortis linéairement sur la durée du contrat en réduction du chiffre d'affaires. Les paiements reçus des clients à la signature de contrats sont enregistrés comme « Passifs de contrats » et repris linéairement sur la durée du contrat en augmentation du chiffre d'affaires.

Coûts d'obtention des contrats

Les coûts incrémentaux d'obtention des contrats sont capitalisés comme « actifs de contrats » et amortis sur la durée de vie du contrat.

Présentation au sein des états consolidés de la situation financière

Les actifs de contrats sont composés des droits acquis pour les services ou biens délivrés à date et pour lesquels le Groupe n'a pas émis de facture à la date de clôture. Les actifs de contrats comprennent également les coûts de transition capitalisés, les paiements aux clients effectués à la signature du contrat. Les passifs de contrats sont principalement composés des avances reçues des clients.

B.2.6.3 Événement significatif du semestre

SIX Payment Services

Au cours du premier semestre 2018, Worldline a annoncé la signature d'un accord de partenariat stratégique dans lequel Worldline ferait l'acquisition de SIX Payment Services, division services de paiement de SIX. La transaction sera majoritairement payée en actions Worldline avec une composante numéraire pour 0,34 milliards de francs suisses valorisant ainsi SIX Payment Services à une valeur d'entreprise de 2,75 milliards de francs suisses.

La transaction doit être achevée au cours du quatrième trimestre de 2018, suite à la finalisation de la scission de SIX Payment Services du Groupe SIX et après l'Assemblée Générale Extraordinaire de Worldline qui approuvera l'émission des nouvelles actions Worldline en échange de l'apport de SIX Payment Services à Worldline. La transaction est également soumise aux processus d'information et de consultation des instances représentatives du personnel de Worldline et du Comité de Société Européenne d'Atos, ainsi qu'aux approbations d'usage des autorités réglementaires et de la concurrence.

B.2.6.4 Annexe aux états financiers consolidés résumés semestriels

Note 1 Changement dans le périmètre de consolidation

Au premier semestre 2018, le Groupe n'a fait aucune acquisition significative.

Autres acquisitions

Convergence Creator Holding GmbH (CVC)

En décembre 2017, Atos a acquis CVC, un fournisseur international de solutions de transformation numérique multisectorielles. L'entité est consolidée par intégration globale depuis le 1^{er} janvier 2018. Le prix d'acquisition s'élève à 45 millions d'euros et génère un goodwill préliminaire de 25 millions d'euros. L'évaluation à la juste valeur des actifs et des passifs acquis a généré la reconnaissance de nouvelles immobilisations incorporelles (relation clients et technologie, évaluées par un expert indépendant) pour un montant total de 35 millions d'euros.

Air-Lynx

Atos a acquis Air-Lynx, un fabricant français de réseaux radio professionnels de nouvelle génération basés sur les standards du marché 4G LTE (Long Term Evolution). Air-Lynx est consolidée par intégration globale depuis le 1^{er} avril 2018.

Note 2 Information sectorielle

En accord avec la norme IFRS 8, les résultats des segments opérationnels présentés sont basés sur la présentation du reporting interne qui est régulièrement revue par le principal décideur opérationnel puis réconciliés avec le résultat du Groupe. Le principal décideur opérationnel évalue le résultat des segments en calculant un résultat opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des segments opérationnels, a été identifié comme étant le Président-Directeur Général qui prend les décisions stratégiques.

Segments opérationnels in 2017	Entités concernées	Segments opérationnels in 2018
Amérique du nord	Israël ITO Xerox activities	Autres entités opérationnelles

Les centres de livraison globaux ont été isolés au sein des « Autres entités opérationnelles ».

Suite aux changements intervenus, l'organisation opérationnelle du Groupe en 2018 est la suivante :

Segments opérationnels	Activités
Royaume-Uni & Irlande	Business & Platform Solutions, Infrastructure & Data Management and Big Data et Cybersecurity en Irlande et au Royaume-Uni.
France	Business & Plateform Solutions, Infrastructure & Data management et Big Data & Cybersecurity en France et un centre de production au Maroc.
Allemagne	Business & Plateform Solutions, Infrastructure & Data management et Big data & Security en Allemagne.
Amérique du Nord	Business & Plateform Solutions, Infrastructure & Data management et Big Data & Cybersecurity au Canada, Etats-Unis, Mexique et les activités ITO Xerox.
Benelux & Pays Nordiques	Business & Plateform Solutions, Infrastructure & Data management et Big Data & Cybersecurity en Belgique, Biélorussie, Danemark, Estonie, Finlande, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Russie, et Suède.
Autres Entités Opérationnelles	Business & Plateform Solutions, Infrastructure & Data management et Big Data & Cybersecurity en Afrique du Sud, Algérie, Andorre, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Corée du Sud, Côte d'Ivoire, Croatie, EAU, Egypte, Espagne, Gabon, Grèce, Hong-Kong, Hongrie, Inde, Israël activités ITO Xerox, Italie, Japon, Liban, Madagascar, Malaisie, Maroc, Maurice, Namibie, Nouvelle-Zélande, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, République tchèque, Roumanie, Sénégal, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Taïwan, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Uruguay ainsi que les activités de Major Events, et Global Delivery Centers
Worldline	Services Transactionnels de Haute Technologie & Activités Spécialisées en Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Chili, Chine, Espagne, Estonie, Etats-Unis, France, Finlande, Hong-Kong, Inde, Indonésie, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Pologne, Pays-Bas, République Tchèque, Royaume-Uni, Singapour, Suède et Taïwan.

Les transferts et les transactions entre les différents segments sont effectués à des conditions commerciales normales qui s'appliqueraient également à des tierces parties non liées. Aucun contrat ne génère plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe.

L'information relative aux segments opérationnels pour la période est la suivante :

(En millions d'euros)

	Royaume- Uni et Irlande	France	Allemagne	Amérique du Nord	Benelux et Pays Nordiques	Autres Entités Opérationnelles	Worldline	Total Segments opérationnels	Structures globales Corporate	Elimination	Total Groupe
Exercice clos le 30 juin 2018	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chiffre d'affaires par secteur	826	841	1 057	967	510	1 008	797	6 005	0	-	6 005
% du chiffre d'affaires groupe	13,7%	14,0%	17,6%	16,1%	8,5%	16,8%	13,3%	100,0%	0%	0%	100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	107	184	198	178	143	894	22	1 727	140	-	1 866
Total Chiffre d'affaires	932	1 026	1 254	1 145	654	1 902	819	7 732	140	-	1 866
Marge opérationnelle par secteur	89	61	68	89	39	111	129	586	-	41	-
% de la marge opérationnelle groupe	10,7%	7,4%	8,2%	10,8%	4,7%	13,4%	15,7%	71,0%	0,0%	0,0%	66,1%
Total Actif sectoriel	1 134	1 701	1 733	1 480	795	1 657	2 122	10 622	330	-	10 952
Semestre clos le 30 juin 2017 retraité											
Chiffre d'affaires par secteur	836	813	1 024	1 098	517	980	739	6 007	-	-	6 007
% du chiffre d'affaires groupe	13,9%	13,5%	17,0%	18,3%	8,6%	16,3%	12,3%	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	94	136	203	207	113	751	21	1 525	56	-	1 581
Total Chiffre d'affaires	930	949	1 227	1 304	630	1 731	761	7 533	56	-	1 581
Marge opérationnelle par secteur	83	59	70	124	46	89	114	585	-	46	-
% de la marge opérationnelle groupe	9,9%	7,2%	6,8%	11,3%	8,9%	9,1%	15,4%	9,7%	0,0%	0,0%	9,0%
Total Actif sectoriel	913	1 668	1 442	1 173	648	1 657	1 895	9 396	1 043	-	10 438

Les actifs par segment sont réconciliés avec le total actif comme suit :

(En millions d'euros)

	30 juin 2018	30 juin 2017
Total Actif par segment	10 952	10 438
Actifs d'impôts	433	675
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 967	2 016
Total Actif	13 351	13 129

Note 3 Charges de personnel

(En millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2017 retraité	% du chiffre d'affaires
Salaires	-2 207	36,8%	-2 326	38,7%
Charges sociales	-592	9,9%	-603	10,0%
Taxes, formation, intéressement et participation	-20	0,3%	-18	0,3%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour charges de personnel	1	0,0%	2	0,0%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour retraite	45	-0,7%	27	-0,4%
Total	-2 773	46,2%	-2 918	48,6%

Note 4 Charges opérationnelles

(En millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2017 retraité	% du chiffre d'affaires
Sous-traitance - Direct	-1 018	17,0%	-931	15,5%
Achats de logiciels et de matériels informatiques	-455	7,6%	-397	6,6%
Coûts de maintenance	-320	5,3%	-304	5,1%
Charges locatives	-292	4,9%	-295	4,9%
Télécommunications	-172	2,9%	-154	2,6%
Transports et déplacements	-66	1,1%	-85	1,4%
Véhicules d'entreprise	-28	0,5%	-29	0,5%
Honoraires	-110	1,8%	-119	2,0%
Impôts et taxes, autres que l'impôt sur les sociétés	-9	0,1%	-13	0,2%
Autres charges	-74	1,2%	-67	1,1%
Sous-total charges	-2 544	42,4%	-2 394	39,8%
Amortissements des immobilisations	-221	3,7%	-237	3,9%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions	17	-0,3%	42	-0,7%
Plus et moins-values d'immobilisations cédées	-7	0,1%	-4	0,1%
Pertes sur créances irrécouvrables	-8	0,1%	-21	0,3%
Production immobilisée	76	-1,3%	61	-1,0%
Sous-total autres charges	-142	2,4%	-157	2,6%
Total	-2 687	44,7%	-2 551	42,5%

Note 5 Autres produits et charges opérationnels

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents. Il a représenté une charge nette de 203 millions d'euros au premier semestre 2018. Le tableau ci-dessous détaille ce poste par nature :

(En millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2017
Réorganisation des effectifs	-39	-40
Rationalisation et frais associés	-15	-23
Coûts d'intégration et d'acquisition	-29	-20
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition	-57	-62
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions	-39	-45
Autres	-24	-22
Total	-203	-211

Les dépenses de **réorganisation** des effectifs se sont élevées à 39 millions d'euros et sont principalement la conséquence de l'effort d'adaptation des effectifs du Groupe dans plusieurs pays tels que l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Par ailleurs, une importante réorganisation des effectifs a été réalisée en Amérique du Nord, mais pour un coût moins important que dans les autres pays.

Les **coûts de rationalisation et frais associés** se sont élevés à 15 millions d'euros et ont été engendrés par la fermeture de sites dans le cadre des plans de réorganisation et de regroupement des data centers, principalement en France, en Allemagne et en Amérique du Nord pour des montants équivalents.

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** sont principalement dus à la migration et la standardisation des plateformes informatiques des entreprises récemment acquises. Ces coûts se sont élevés à 29 millions d'euros pour le premier semestre 2018 et proviennent principalement de l'intégration en cours d'EquensWorldline, de l'intégration de plusieurs sociétés acquises en 2017 dont CVC et des coûts d'acquisition relatifs à l'acquisition en cours de SIX Payment Services chez Worldline.

L'amortissement au titre du premier semestre 2018 des immobilisations incorporelles reconnues au titre de l'allocation des prix d'acquisitions s'est élevé à 57 millions d'euros dont principalement :

- 11 millions d'euros de charge d'amortissement correspondant à la relation clients apportée par SIS, amortissable sur une durée de 4 à 12 ans à partir du 1^{er} juillet 2011 ;
- 9 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Xerox ITO, amortie sur une durée de 6 à 12 ans à partir du 1^{er} juillet 2015 ;
- 9 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et de la technologie apportées par Unify, amortissables à partir du 1^{er} février 2016, sur une période de 2 à 10 ans ;
- 8 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et des brevets apportés par Bull, amortissables à partir du 1^{er} septembre 2014, respectivement sur 9 ans et de 7 à 10 ans ;
- 5 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Equens et Paysquare, amortissable à partir du 1^{er} octobre 2016 sur une période de 6,5 ans à 9,5 ans.

Les **charges relatives à des paiements fondés sur des actions** se sont élevées à 39 millions d'euros contre 45 millions au premier semestre 2017 et sont en ligne avec les 41 millions d'euros enregistrés au second semestre 2017.

Au premier semestre 2018, les **autres éléments** pour 24 millions d'euros correspondent principalement aux contrats de pré-retraite en France et aux cessations anticipées d'activité en Allemagne.

Paievements fondés sur des actions

La charge de 39 millions d'euros (contre 45 millions d'euros en 2017) enregistrée en « Autres produits et charges opérationnels » au titre des paiements fondés sur des actions est principalement composée de :

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2017
Par année :		
Plans 2017	19	1
Plans 2016	18	12
Plans 2015	3	16
Plans 2014	0	11
Plans 2013	-	5
Plan 2012	-	0
Total	39	45
Par catégorie de plans		
Plans d'actions gratuites	39	37
Plans de stock-options	0	8
Total	39	45

Plans d'actions gratuites

La charge totale enregistrée en « Autres produits et charges opérationnels » au titre des plans d'actions gratuites durant l'année est définie comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2017
Atos		
Plans 2017	16	-
Plan 2016	15	10
Plan 2015	3	15
Plan 2014	2	2
Plan 2013	-	2
Bull		
Plan 2014	-2	4
Plan 2013	-	1
Worldline		
Plans 2017	3	1
Plan 2016	3	2
Plan 2013	-	0
Total	39	37

Plans de stock-options des filiales

Date d'attribution	Nombre d'actions initialement attribuées	Date d'acquisition	Nombre d'actions acquises	Charge 2018 semestre clos le 30 juin 2018 (en € millions)
Bull				
14 mars 2014	200 000	14 mars 2018	200 000	0,0
1 juillet 2014	2 030 000	1 juillet 2018	1 402 500	-0,4
Worldline				
25 mai 2016	196 000	25 mai 2018	179 000	0,1
16 août 2016	45 000	25 May 2018	45 000	0,1
Total				-0,2

Les bénéficiaires des plans de stock-options de la filiale Bull peuvent, soit convertir leurs actions en actions Atos, soit en obtenir le paiement en numéraire sur la base d'un contrat de liquidité indexé sur l'action Atos.

Note 6 Résultat financier

Le résultat financier du Groupe s'est soldé par une charge de 21 millions d'euros sur la période (contre une charge de 32 millions d'euros au premier semestre 2017). Il est composé d'un coût de l'endettement financier net de 9 millions d'euros et de coûts financiers non opérationnels de 12 millions d'euros.

Coût de l'endettement financier net

(En millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2017
Charges d'intérêt sur opérations de financement	-9	-12
Intérêts financiers liés aux locations-financement	-	-1
Coût de l'endettement financier net	-9	-13

Le **coût de l'endettement financier net** s'est élevé à 9 millions d'euros, en baisse de 4 millions d'euros par rapport au premier semestre 2017, reposant sur :

- Un taux moyen de la charge d'intérêt sur les emprunts de 1,36% comparé à 1,66% en 2017 ; et
- Une rémunération moyenne de la trésorerie du Groupe de 0,98% comparée à 0,65% en 2017.

Autres produits et charges financiers

(En millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2017
Gains/(pertes) de change et couvertures liées	8	-3
Gains/(pertes) liés à la réévaluation des contrats de change à leur valeur de marché	-1	-2
Autres produits/(charges) financiers	-19	-15
Total autres produits/(charges) financiers	-12	-20
Dont :		
- autres charges financières	-31	-39
- autres produits financiers	19	19

Les coûts financiers non opérationnels s'élèvent à 12 millions d'euros contre 20 millions d'euros au premier semestre 2017, principalement du fait du gain de change et de la réévaluation des actions de préférence Visa pour 3,3 millions d'euros.

Note 7 Charge d'impôt

La charge d'impôt sur le premier semestre 2018 s'est élevée à 59 millions d'euros pour un résultat avant impôt de 321 millions d'euros. Le Taux d'Impôt Effectif (TIE) annualisé appliqué à fin juin 2018 est de 18,3% contre 18,9% au titre du premier semestre 2017.

Note 8 Résultat net par action

Les instruments dilutifs sont constitués d'options de souscription d'actions exerçables (correspondant à 125 413 options) et n'ont pas engendré de retraitement du résultat net utilisé pour le calcul du résultat net dilué par action.

(En millions d'euros et en nombre d'actions)	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2017
Résultat net – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	228	211
Impact des instruments dilutifs	-	-
Résultat net retraité des instruments dilutifs - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]	228	211
Nombre moyen pondéré d'actions [c]	105 344 848	104 919 748
Impact des instruments dilutifs [d]	125 413	425 763
Nombre moyen dilué d'actions [e]=[c]+[d]	105 470 261	105 345 511
(en euros)		
Résultat net par action en euros [a]/[c]	2,16	2,01
Résultat net par action dilué en euros[b]/[e]	2,16	2,00

Note 9 Goodwill

(En millions d'euros)	31 décembre 2017	Regroupement d'entreprises	Variations de change et autres	30 juin 2018
Valeur brute	4 956	12	5	4 974
Perte de valeur	-572	-	-2	-574
Valeur nette	4 384	12	3	4 400

Le goodwill préliminaire de CVC (entité acquise au 1^{er} janvier 2018) s'élève à 25 millions d'euros, tandis qu'une part du goodwill de Pursuit (entité acquise en 2017) a été allouée en immobilisations incorporelles pour 18 millions d'euros.

Au cours du premier semestre, le Groupe n'a comptabilisé aucune dépréciation en l'absence d'indice de perte de valeur.

Note 10 Actifs financiers non courants

(En millions d'euros)		30 juin 2018	31 décembre 2017
Actifs de régime de retraite	Note 14	124	114
Juste valeur des participations non consolidées net des dépréciations		31	73
Autres (*)		87	94
Total		242	281

(*) Le poste "Autres" inclut les prêts, les dépôts, les garanties et les titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence

Note 11 Clients et comptes rattachés

(En millions d'euros)	30 juin 2018	31 décembre 2017 retraité
Actif des contrats	1 724	1 336
Créances clients	1 229	1 446
Provisions pour créances douteuses	-122	-122
Valeur nette de l'actif	2 831	2 660
Passifs des contrats	-749	-689
Créances clients nettes	2 083	1 971
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires (DSO)	46	39

Suite à la mise en place d'IFRS15, le calcul du ratio client (DSO) prend en compte les créances relatives aux transactions de revente dont le produit est comptabilisé en net en application d'IFRS15 (net des coûts d'achat), alors que le calcul du ratio client (DSO) ne prend pas en compte le produit brut sur ces transactions de revente. L'impact de ce retraitement à fin 2017 s'élève à 4 jours. Par conséquent, le ratio client est structurellement plus élevé que le délai de règlement clients sous-jacent.

Le 29 mai 2018, Atos a reconduit pour cinq ans son programme de titrisation pour un montant maximum de financement fixé à 100 millions d'euros, contre 200 millions d'euros en 2017 et est limité à un montant maximum de 50 millions d'euros de compartiment "OFF".

Ce programme de titrisation est structuré en deux compartiments appelés "ON" et "OFF" :

- Le compartiment "ON" similaire au précédent programme (les créances sont inscrites au bilan du Groupe) est le compartiment par défaut dans lequel les créances sont cédées. L'utilisation de ce compartiment a été faite à son seuil minimal ;
- Le compartiment "OFF" est conçu de manière à ce que le risque crédit (insolvabilité et retard de paiement) associé aux créances cédées des débiteurs éligibles au programme soit entièrement transféré au cessionnaire.

Au 30 juin 2018, le Groupe a vendu :

- Dans le compartiment "ON" 85 millions d'euros de créances dont 10 millions d'euros ont été reçus en monétaire. Cette vente est avec recours et par conséquent reconsolidante au bilan ;
- Dans le compartiment "OFF" 36 millions d'euros de créances qualifiées pour la déconsolidation car tous les risques associés sont substantiellement transférés.

Note 12 Autres actifs courants

(En millions d'euros)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Stocks	129	95
Etat - Créances de TVA	252	195
Charges constatées d'avance	476	366
Autres créances et actifs courants	454	467
Acomptes reçus	37	35
Créances liées à l'activité d'intermédiation	137	317
Total	1 484	1 475

Note 13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En millions d'euros)

	30 juin 2018	31 décembre 2017
Disponibilités et dépôts bancaires à vue	1 959	2 252
SICAV monétaires	8	8
Total	1 967	2 260

En fonction des conditions de marché et des prévisions de flux de trésorerie à court terme, le Groupe Atos peut, à tout moment, investir dans des SICAV monétaires ou dans des comptes bancaires rémunérés ayant une maturité inférieure à trois mois.

Note 14 Engagements de retraite et avantages assimilés

Le montant total reconnu au bilan au titre des régimes postérieurs à l'emploi s'élève à 1 075 millions d'euros comparé à 1 179 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Les taux d'actualisation et d'inflation de référence pour la zone Euro et le Royaume-Uni ont légèrement augmenté sur la période depuis le 31 décembre 2017. En revanche, le taux d'actualisation pour les Etats-Unis a fortement augmenté sur la même période, reflétant l'évolution des conditions de marché.

	Royaume-Uni		Zone Euro		Etats Unis	
	30 juin 2018	31 décembre 2017	30 juin 2018	31 décembre 2017	30 juin 2018	31 décembre 2017
Taux d'actualisation	2,80%	2,70%	1,6% ~ 2,05%	1,5% ~ 1,95%	3,90%	3,50%
Hypothèse d'augmentation future des salaires	RPI: 3,1% CPI: 2,1%	RPI: 3,20% CPI: 2,20%	1,45%	1,45%	na	na

La valeur des actifs de couverture pour les régimes de retraite britanniques les plus matériels a fait l'objet d'une mise à jour au 30 juin 2018.

Les montants reconnus au bilan se détaillent comme suit :

(En millions d'euros)

	30 juin 2018	31 décembre 2017
Montant reconnu dans les états financiers :		
Charges payées d'avance	124	114
Charges à payer - engagements de retraite [a]	-1 199	-1 293
Provision retraite	-1 075	-1 179
Charges à payer - autres régimes à long terme [b]	-61	-56
Montant total charges à payer [a] + [b]	-1 260	-1 350

Au cours du premier semestre, Atos a créé en Suisse sa propre fondation autonome pour la couverture des risques de retraite, invalidité et décès pour les collaborateurs d'Atos AG et d'Atos Consulting, avec une mise en œuvre complète prévue en 2019. Le règlement de la fondation stipule que tout éventuel déficit, après prise en compte de certaines mesures légales pour le résorber, devra être cofinancé par l'employeur et les bénéficiaires à hauteur de respectivement 60% et 40%.

L'impact net des régimes à prestations définies sur le compte de résultat du Groupe est le suivant :

(En millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2017
Marge opérationnelle	-12	-17
Autres produits et charges opérationnels	1	1
Résultat financier	-13	-15
Impact total sur le compte de résultat	-23	-30

Note 15 Provisions

(En millions d'euros)	31 décembre 2017	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Regroupement d'entreprises	Autres (*)	30 juin 2018	Courantes	Non courantes
Réorganisation	77	16	-41	-4	21	0	69	65	4
Rationalisation	25	4	-4	-2	1	4	28	8	21
Engagements sur projets	46	8	-9	-14	10	0	42	34	8
Risques et litiges	138	11	-12	-10	1	-9	120	34	86
Total provisions	286	39	-66	-29	34	-4	260	141	118

(*) Le mouvement Autres correspond principalement à des ajustements de conversion des devises.

Note 16 Passifs financiers

Variation de la dette nette sur la période

(En millions d'euros)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Trésorerie / (Endettement) net(te) en début de période	307	329
Souscription de nouveaux emprunts	-54	-589
Remboursement d'emprunts à long et moyen termes	365	293
Variation de trésorerie à court terme	-259	433
Nouveaux contrats de location-financement	-4	-6
Emprunts à long et moyen termes des sociétés cédées au cours de la période	3	-
Emprunts à long et moyen termes des sociétés acquises au cours de la période	-1	-5
Variations de cours des monnaies étrangères sur les emprunts à long et moyen termes	-5	-144
Participation des salariés en France transférée en fonds d'emprunt	0	-1
Autres mouvements liés aux opérations de financement	1	-3
Trésorerie / (Endettement) net(te) en fin de période	351	307

Les autres mouvements liés aux opérations de financement correspondent principalement à un effet reconsolidant au bilan de la dette financière du compartiment "ON" du programme de titrisation.

Note 17 Fournisseurs et comptes rattachés

(En millions d'euros)	30 juin 2018	31 décembre 2017 retraité
Dettes fournisseurs	2 219	2 060
Paiements d'avance nets	-37	-35
Charges constatées d'avance	-476	-366
Total	1 707	1 659
Ratio fournisseur en nombre de jours (DPO)	101	98

Suite à la mise en place d'IFRS15, le calcul du ratio fournisseur (DPO) en nombre de jours prend en compte les dettes fournisseurs relatives aux transactions de revente dont le coût est comptabilisé en net en application d'IFRS15 (net du produit de revente), alors que le calcul du ratio fournisseur (DPO) ne prend pas en compte le coût brut de ces transactions de revente. L'impact de ce retraitement à fin 2017 s'éleve à 17 jours. Par conséquent, le DPO est structurellement supérieur aux délais de règlement fournisseurs sous-jacent.

Note 18 Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel

Trésorerie et équivalents de trésorerie net

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2018	31 décembre 2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 967	2 260
Découverts	-48	-78
TOTAL	1 918	2 182

Note 19 Approbation des états financiers semestriels

Les comptes financiers semestriels ont été approuvés par le Conseil d'Administration le 22 juillet 2018.

Note 20 Evénements post-clôture

Atos (EURONEXT PARIS:ATO), leader mondial de la transformation digitale, annonce aujourd'hui avoir conclu un accord avec Syntel (NASDAQ:SYNT), société internationale de technologie d'information intégrée et de services de traitement de données, en vue de l'acquisition par Atos de Syntel pour un montant d'environ 3,4 milliards de dollars américains, soit 41,0 dollars américains par action.

B.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés résumés semestriels de la société Atos S.E., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés résumés semestriels ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés résumés semestriels avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés résumés semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés résumés semestriels.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 23 juillet 2018

Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

Christophe Patrier

Virginie Palethorpe

C. Personnes responsables

C.1 Responsable de l'Actualisation du Document de Référence

Thierry Breton

Président du Conseil d'Administration
et Directeur Général

C.2 Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente Actualisation du Document de Référence 2017 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les états financiers consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les états financiers données dans la présente actualisation du document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'Actualisation du Document de Référence 2017.

Bezons, le 27 juillet 2018

Thierry Breton

Président du Conseil d'Administration
et Directeur Général

C.3 Responsables du contrôle des comptes

Nomination et expiration des mandats

Commissaires aux comptes	Suppléants
Grant Thornton - Virginie Palethorpe	Cabinet IGEC
Nommé le 31 octobre 1990 puis renouvelé le 24 octobre 1995, le 30 mai 2002, le 12 juin 2008 et 17 mai 2014	Nommé le 31 octobre 1990 puis renouvelé le 24 octobre 1995, le 30 mai 2002, le 12 juin 2008 et 17 mai 2014
Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019	Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019
Deloitte & Associés - Christophe Patrier	
Nommé le 16 décembre 1993 puis renouvelé le 24 février 2000, le 23 mai 2006, le 30 mai 2012, et le 23 mai 2018	
Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023	

D. Gouvernance et informations supplémentaires

D.1 Renouvellement de mandats et composition du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale Mixte de la Société tenue le 24 mai 2018 a approuvé tous les renouvellements de mandats qui lui étaient soumis. Plus particulièrement, elle a renouvelé les mandats d'administrateur de Monsieur Bertrand Meunier (de nationalité française) pour une durée de trois ans, et de Monsieur Pasquale Pistorio (de nationalité italienne) pour une durée d'un an.

A la suite des renouvellements des mandats des administrateurs, le Conseil d'administration, réuni à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle, a décidé de confirmer la composition des Comités du Conseil et de renouveler le mandat d'administrateur référence de Monsieur Pistorio.

En conséquence, à la date de la présente actualisation du document de référence 2017, le Conseil d'administration est composé des 12 administrateurs suivants, dont 7 indépendants :

Nom	Nationalité	Âge	Date nomination/ renouvellement	Membre du Comité	Fin de mandat
Thierry Breton	Française	63	30 décembre 2016		AG* 2019
Nicolas Bazire ^{1**}	Française	60	24 mai 2017	N&R*	AG 2020
Valérie Bernis ^{**}	Française	59	24 mai 2017		AG 2020
Roland Busch	Allemande	53	24 mai 2017	C*	AG 2020
Jean Fleming ²	Britannique	49	24 mai 2017		AG 2020
Marie-Christine Lebert ³	Française	55	18 décembre 2017		AG 2020
Bertrand Meunier ^{**}	Française	62	24 mai 2018	N&R/C	AG 2021
Colette Neuville ^{**}	Française	81	24 mai 2017		AG 2020
Aminata Niane	Sénégalaise	61	26 mai 2016		AG 2019
Lynn Paine ^{**}	Américaine	68	26 mai 2016	C	AG 2019
Pasquale Pistorio ^{**}	Italienne	82	24 mai 2018	N&R	AG 2019
Vernon Sankey ^{4**}	Britannique	69	26 mai 2016	C	AG 2019

* AG: Assemblée Générale Annuelle ; N&R : Comité des Nominations et des Rémunérations ; C : Comité des Comptes.

** Administrateur indépendant

¹ Président du Comité des Nominations et des Rémunérations.

² Administrateur représentant les salariés actionnaires désigné par l'Assemblée Générale

³ Administrateur représentant les salariés.

⁴ Président du Comité des Comptes

D.2 Assemblée générale annuelle du 24 mai 2018

L'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2018 a adopté l'ensemble des résolutions proposées par le Conseil d'administration. Le résultat des votes de l'Assemblée Générale Mixte ainsi que la documentation relative à l'ensemble des résolutions adoptées est disponible sur le site internet de la Société atos.net, rubrique investisseurs.

Plus particulièrement, l'Assemblée Générale a approuvé les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2017, le versement d'un dividende au titre de cet exercice à hauteur de 1,70 € par action, ainsi que l'option pour le paiement du dividende en actions ou en numéraire. L'Assemblée Générale a également approuvé le renouvellement du mandat de Deloitte & Associés, en qualité de commissaire aux comptes pour une durée de six ans. L'Assemblée Générale a constaté la cessation du mandat de B.E.A.S., commissaire aux comptes suppléant et, après modification des statuts à cet effet, a décidé de ne pas pourvoir à son remplacement.

L'Assemblée Générale a approuvé les éléments de rémunération et les avantages versés ou attribués au titre de l'exercice 2017 à Monsieur Thierry Breton, Président Directeur Général, et approuvé les principes

et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables, long-termes et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président Directeur Général au titre de l'exercice 2018.

D.3 Rémunération et actionnariat des dirigeants

D.3.1 Plan d'attribution d'actions de performance décidé le 22 juillet 2018

Dans le cadre de l'autorisation donnée pour trente-huit mois par l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2018 dans sa vingt-et-unième résolution et, s'agissant du dirigeant mandataire social, de l'approbation par cette même Assemblée Générale Mixte de la onzième résolution (« Say on Pay ex ante »), le Conseil d'Administration, lors de la réunion du 22 juillet 2018, a décidé sur la recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations, de procéder à l'attribution de 891 175 actions de performance ordinaires de la Société, au profit des premières lignes managériales et des collaborateurs clés d'Atos, incluant le dirigeant mandataire social.

Après avoir consulté le Comité des Nominations et des Rémunérations, le Conseil d'Administration a décidé, pour cette attribution d'actions de performance, de reproduire la nouvelle structure de plan de performance approuvée par l'Assemblée des actionnaires réunie le 24 juillet 2017 pour le management d'Atos, en veillant particulièrement à l'alignement avec les orientations stratégiques et au caractère exigeant des conditions d'attribution définitive.

Dans le contexte d'acquisitions significatives, notamment du projet d'acquisition de Syntel annoncé le 22 juillet 2018 (dont Atos attend une relation du bénéfice net par action à deux chiffres dès 2019), le Conseil d'Administration a considéré que le bénéfice net par action devenait désormais une mesure clé de la stratégie du Groupe en lien avec la réussite de l'intégration de Syntel. Le Conseil d'Administration a donc décidé que cet indicateur de performance financière se substituerait au taux de conversion de la marge opérationnelle en flux de trésorerie disponible si la transaction Syntel est finalisée.

Précisément, l'attribution 2018 d'actions de performance est régie par les caractéristiques et conditions suivantes, qui s'appliquent à l'attribution de 51 350 actions de performance au Président Directeur Général :

- A. Condition de présence :** sous réserve de certaines exceptions prévues dans le plan telles que par exemple les cas de décès ou d'invalidité ou de retraite, l'attribution des actions de performance est conditionnée à la conservation de la qualité de salarié ou de mandataire social par le bénéficiaire pendant la période d'acquisition.
- B. Conditions de performance :** L'attribution des actions de performance est également soumise à la réalisation de conditions de performance suivantes, internes et externe, appréciées pour chacune des années, 2018, 2019, et 2020.

Conditions de performance internes

Au titre de chacune des années 2018, 2019, et 2020, le taux de croissance organique du chiffre d'affaires, le taux de marge opérationnel et le bénéfice net par action (ou le taux de conversion de la marge opérationnelle en flux de trésorerie disponible si l'acquisition de Syntel n'est pas finalisée) doivent être au moins égaux aux taux fixés comme objectif par le Conseil d'Administration, en ligne avec les objectifs financiers annuels communiqués par la Société chaque début d'année. La condition de performance liée au bénéfice net par action (défini comme le Résultat Net Par Action dans le Document de référence 2017 d'Atos) sera atteinte sur 2018 en cas d'augmentation du bénéfice net par action au second semestre d'au moins 10%, en accélération après une augmentation de 7% au premier semestre.

Condition de performance externe

La Société doit faire partie du Dow Jones Sustainability Index (World ou Europe) ou recevoir d'Ecovadis, au moins la certification Silver pour chacune des trois années du plan.

- C. Acquisition :**

Tout ou partie des actions de performance attribuées seront définitivement acquises le 30 juillet 2021, sous réserve de l'atteinte des conditions de performance et de la condition de présence.

Le nombre d'actions de performance définitivement acquises par chaque bénéficiaire s'élèvera à 100% du nombre initialement attribué si toutes les conditions de performance sont atteintes chaque année. Dans l'hypothèse où toutes les conditions de performance internes seraient validées pour les deux premières années, et seules deux des conditions de performance internes seraient atteintes la troisième année, avec la troisième condition atteinte à hauteur d'au moins 85%, le nombre d'actions de performance définitivement acquises par chaque bénéficiaire s'élèverait à 75% du nombre initialement attribué. Les actions acquises ne seront pas soumises à une obligation de conservation et seront donc immédiatement cessibles par leurs bénéficiaires.

D. Dispositions spécifiques au dirigeant mandataire social :

Le Président-Directeur général bénéficiaire devra conserver 15% des actions acquises pendant toute la durée de ses fonctions et ne pourra conclure d'opération financière de couverture sur les actions faisant l'objet de l'attribution durant toute la durée de son mandat du Président-Directeur général.

D.3.2 Actions de performance devenues disponibles depuis le 1^{er} janvier 2018 pour le Président-Directeur général - Tableau AMF n°7

Depuis le 1^{er} janvier 2018, les actions de performances attribuées le 28 juillet 2014 dans le cadre du plan France, sont devenues disponibles. Le Président-Directeur général est l'un des bénéficiaires de ce plan. Les conditions d'acquisition sont détaillées dans le Document de Référence 2017, au paragraphe G.3.3.1.

Tableau AMF n° 7	Date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice	Date d'acquisition	Date de disponibilité*
Président-Directeur général	28 juillet 2014	46 000	28 juillet 2016	28 juillet 2018

* Le Président-Directeur général est soumis à une obligation de conservation pendant toute la durée de ses fonctions à hauteur de 15% des actions de performance acquises.

D.3.3 Options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1^{er} janvier 2018 par le Président-Directeur général - Tableau AMF n°5

Le Président-Directeur général ne détient aucune option donnant droit à la souscription d'actions.

D.4 Evolution du capital

D.4.1 Informations de base

D.4.1.1 Transactions des titres (Euronext)

Les actions de la Société sont admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris (compartiment A) depuis 1995, sous le code ISIN FR0000051732. Le titre ATOS SE est éligible au SRD et au PEA. Les actions de la Société font partie du CAC 40, principal indice publié par NYSE Euronext Paris, depuis le 20 mars 2017.

Les codes les plus courants sont les suivants :

Source	Codes
Euronext	ATO
AFP	ATO
Bloomberg	ATO FP
Reuters	ATOS PA
Thomson	ATO FR

La classification sectorielle sur Euronext est la suivante :

Euronext : Classification sectorielle ICB

Industrie: 9000, Technology

Supsecteur: 9500, Technology

Secteur: 9530, Software and Computer services

Sous secteur: 9533, Computer Services

D.4.1.2 Evolution du flottant

Le flottant des actions du Groupe exclut les participations détenues par l'actionnaire de référence, Siemens Pension-Trust e.V, détenant une participation de 12 483 153 actions de la Société qu'elle s'est engagée à conserver jusqu'au 30 septembre 2020 tel qu'indiqué en partie D.4.3.2 *Franchissements de seuils et pacte d'actionnaires*.

Les participations détenues par les salariés et les membres du Conseil d'Administration ainsi que les actions auto-détenues sont également exclues du flottant.

Au 30 juin 2018	Actions	% du capital	% des droits de vote exerçables
Siemens	12 483 153	11,7%	11,7%
Salariés	1 177 690	1,1%	1,1%
Conseil d'administration	517 736	0,5%	0,5%
Auto détention	371 202	0,3%	-
Flottant	92 334 438	86,4%	86,7%
Total	106 884 219	100,0%	100,0%

D.4.2 Dividendes

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires réunie le 24 mai 2018 a approuvé la mise en paiement en 2018 d'un dividende de 1,70 euro par action au titre du résultat de l'exercice 2017, ainsi que l'option pour le paiement du dividende en actions.

Au titre des trois derniers exercices, les dividendes ont été les suivants :

Période fiscale	Montant du dividende
2017	1,70 €
2016	1,60 €
2015	1,10 €

D.4.3 Capital

D.4.3.1 Capital au 30 juin 2018

Au 30 juin 2018, sur la base d'une décision de constatation du Président-Directeur Général en date du 30 juin 2018, le capital social de la Société s'élevait à 106 884 219 euros, divisé en 106 884 219 actions de 1 euro de nominal entièrement libérées.

Depuis le 31 décembre 2017, le capital a été augmenté de 1 438 870 euros, correspondant à l'émission de 1 438 870 actions nouvelles se répartissant comme suit :

- 375 204 actions nouvelles résultant de l'exercice d'options de souscription d'actions, les primes d'émission s'élevant à un montant total de 11 347 388,48 euros
- 1 063 666 actions nouvelles résultant du paiement du dividende relatif à l'exercice 2017 en actions, les primes d'émission s'élevant à un montant total de 110 695 720,62 euros

D.4.3.2 Pacte d'actionnaires

Franchissements de seuils :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Société a été informée des franchissements de seuils légaux suivants :

- Siemens Aktiengesellschaft (« Siemens AG ») a déclaré avoir franchi à la baisse, le 27 mars 2018, les seuils de 10% et 5% du capital et des droits de vote de la Société et ne plus détenir, à titre direct, aucune action de la Société ;
- L'association de droit allemand Siemens Pension-Trust e.V., contrôlée par Siemens A.G.¹, a déclaré avoir franchi individuellement à la hausse, le 27 mars 2018, les seuils de 5% et 10 % du capital et des droits de vote de la Société (à la suite d'un transfert hors marché par Siemens AG de 12 483 153 actions de la Société) et détenir 11,84% du capital et des droits de vote de la Société ;
- BlackRock Inc., agissant pour le compte de clients et de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi à la baisse, le 10 juillet 2018, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la Société (à la suite d'une restitution d'actions détenues à titre de collatéral) et détenir 4,96% du capital et des droits de vote de la Société ;
- BlackRock Inc., agissant pour le compte de clients et de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi à la hausse, le 17 juillet 2018, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la Société (à la suite d'une acquisition hors marché et d'une augmentation du nombre d'actions détenues à titre de collatéral) et détenir 5,11% du capital et des droits de vote de la Société ;

¹ Siemens Pension Trust e.V. est contrôlée par Siemens AG dans la mesure où le président du Conseil d'administration de l'association est proposé par Siemens AG, les membres de l'association pouvant refuser le candidat présenté mais ne pouvant pas élire un candidat non présenté par Siemens AG. Les autres membres du conseil d'administration sont nommés sur proposition du président dudit conseil.

- (v) BlackRock Inc., agissant pour le compte de clients et de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi à la baisse, le 18 juillet 2018, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la Société (à la suite d'une cession d'actions Atos SE sur le marché et d'une diminution du nombre d'actions Atos SE détenues à titre de collatéral) et détenir 4,98% du capital et des droits de vote de la Société.

Nom de l'entité notifiant le franchissement de seuil	Date de déclaration	Date du franchissement de seuil	Actions	% de participation ¹	% de droits de vote ²
Siemens Aktiengesellschaft	3 avril 2018 ³	27 mars 2018	0	0%	0%
Siemens Pension-Trust e.V.	3 avril 2018 ³	27 mars 2018	12 483 153	11,84% ⁴	11,84% ⁴
BlackRock Inc.	11 juillet 2018	10 juillet 2018	5 241 479 ⁵	4,96% ⁶	4,96% ⁶
BlackRock Inc.	18 juillet 2018	17 juillet 2018	5 403 962 ⁷	5,11% ⁸	5,11% ⁸
BlackRock Inc.	19 juillet 2018	18 juillet 2018	5 265 225 ⁹	4,98% ¹⁰	4,98% ¹⁰

1. A la date du franchissement de seuil.

2. Y compris auto-détention à cette date, en application du 2^e alinéa de l'article 223-11 I. du règlement général de l'AMF.

3. Complété notamment par un courrier reçu le 5 avril 2018.

4. Sur la base d'un capital composé de 105 469 200 actions représentant autant de droits de vote, en application du 2^{ème} alinéa de l'article 223-11 du règlement général.

5. Dont (i) 1269 actions ATOS SE sous forme d'ADR, (ii) 314 440 actions ATOS SE assimilées au titre des dispositions de l'article L.233-9 I, 4^o bis du code de commerce provenant de « contracts for differences » (« CFD ») sans échéance prévue, portant sur autant d'actions ATOS SE, réglés exclusivement en espèces et (iii) 206 516 actions ATOS SE détenues à titre de collatéral. Le déclarant a précisé détenir par ailleurs 647 514 actions ATOS SE pour le compte de clients (non prises en compte dans la détention visée) pour lesquelles ceux-ci ont conservé l'exercice des droits de vote.

6. Sur la base d'un capital composé de 105 674 700 actions représentant autant de droits de vote, en application du 2^{ème} alinéa de l'article 223-11 du règlement général.

7. Dont (i) 1042 actions ATOS SE sous forme d'ADR, (ii) 2000 options d'achat à règlement physique (« physically settled call options ») donnant droit, par exercice, à autant d'actions Atos SE, exerçables à tout moment jusqu'au 21 septembre 2018 au prix de 130,00€, (iii) 316 225 actions ATOS SE assimilées au titre des dispositions de l'article L.233-9 I, 4^o bis du code de commerce provenant de « contracts for differences » (« CFD ») sans échéance prévue, portant sur autant d'actions ATOS SE, réglés exclusivement en espèces, (iv) 1109 actions Atos SE assimilées au titre des dispositions de l'article L233-9 I,6^o du Code de commerce du fait de la conclusion d'un prêt de titres, et (v) 394 616 actions ATOS SE détenues à titre de collatéral. Le déclarant a précisé détenir par ailleurs 638 825 actions ATOS SE pour le compte de clients (non prises en compte dans la détention visée) pour lesquelles ceux-ci ont conservé l'exercice des droits de vote.

8. Sur la base d'un capital composé de 105 674 700 actions représentant autant de droits de vote, en application du 2^{ème} alinéa de l'article 223-11 du règlement général.

9. Dont (i) 1031 actions ATOS SE sous forme d'ADR, (ii) 2000 options d'achat à règlement physique (« physically settled call options ») donnant droit, par exercice, à autant d'actions Atos SE, exerçables à tout moment jusqu'au 21 septembre 2018 au prix de 130,00€, (iii) 317 169 actions ATOS SE assimilées au titre des dispositions de l'article L.233-9 I, 4^o bis du code de commerce provenant de « contracts for differences » (« CFD ») sans échéance prévue, portant sur autant d'actions ATOS SE, réglés exclusivement en espèces, (iv) 1109 actions Atos SE assimilées au titre des dispositions de l'article L233-9 I,6^o du Code de commerce du fait de la conclusion d'un prêt de titres, et (v) 258 011 actions ATOS SE détenues à titre de collatéral. Le déclarant a précisé détenir par ailleurs 638 826 actions ATOS SE pour le compte de clients (non prises en compte dans la détention visée) pour lesquelles ceux-ci ont conservé l'exercice des droits de vote.

10 Sur la base d'un capital composé de 105 674 700 actions représentant autant de droits de vote, en application du 2^{ème} alinéa de l'article 223-11 du règlement général.

Pacte d'actionnaires :

Lors de l'acquisition par la Société auprès de Siemens de son ancienne filiale SIS, le groupe Siemens s'est engagé à conserver sa participation de 12 483 153 actions de la Société jusqu'au 30 juin 2016. Cet engagement de conservation a été étendu jusqu'au 30 septembre 2020, en vertu d'un amendement au *Lock-up Agreement* conclu le 30 octobre 2015 entre Siemens AG, la Société et Siemens Beteiligungen Inland GmbH, dans le cadre du renforcement de l'alliance entre les deux sociétés. Aux termes de cet accord, Siemens conservait néanmoins la possibilité, à compter du 1er juillet 2016, de transférer les actions à deux fonds de pension de salariés Siemens, Siemens Pension Trust e.V. et BSAV-Trust e.V., sous réserve que le cessionnaire accepte de se conformer au Lock-Up Agreement, et que, lors de l'exercice du droit de suggérer la nomination d'un représentant au Conseil d'Administration d'Atos SE, il suggère toujours un membre actif du Directoire de Siemens.

Le 27 mars 2018, dans le cadre du financement d'un plan de retraite par Siemens AG, Siemens AG a

transféré, hors marché, à Siemens Pension-Trust e.V. qu'elle contrôle¹, l'intégralité de sa participation au sein de la Société, correspondant à 12 483 153 actions ATOS SE. Les franchissements de seuils correspondant ont été notifiés à l'Autorité des Marchés Financiers (**AMF**) par Siemens AG et Siemens Pension-Trust e.V.².

A cette occasion, Siemens AG and Siemens Pension Trust e.V. ont notamment déclaré (i) ne pas agir de concert ensemble ni avec une tierce partie ; (ii) ne pas envisager d'autres acquisitions d'actions Atos SE ni d'acquérir le contrôle de la Société ; (iii) ne pas modifier leur stratégie à l'égard de la Société.

Dans le cadre du transfert mentionné ci-dessus, Siemens Pension-Trust e.V. a signé le 23 mars 2018 un acte intitulé « Joinder Agreement » aux termes duquel Siemens Pension-Trust e.V. a accepté d'être tenue par l'ensemble des termes et conditions du Lock-up Agreement mentionné ci-dessus.

D.4.3.3 Auto-détention

Le cadre juridique

La 12^{ème} résolution votée par l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2018 a renouvelé, au bénéfice du Conseil d'Administration, l'autorisation d'acheter des actions de la Société dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions. Ces rachats ne peuvent porter sur plus de 10% des actions composant le capital social de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations affectant postérieurement à l'assemblée générale, étant précisé que s'agissant du cas particulier des actions rachetées dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

Ces achats peuvent être effectués afin:

- d'assurer la liquidité et animer le marché de l'action de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- de les attribuer ou de les céder aux mandataires sociaux ou aux salariés de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées ou lui seront liées dans les conditions et selon les modalités prévues ou admises par les dispositions légales et réglementaires applicables notamment dans le cadre (i) de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, (ii) du régime des options d'achat d'actions prévu par les articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, (iii) d'attribution gratuite d'actions notamment dans le cadre prévu par les articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce et (iv) de plans d'actionnariat de droit français ou étranger, notamment dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le Conseil d'Administration ou la personne agissant sur la délégation du Conseil d'Administration appréciera ;
- de les remettre lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture en relation avec l'émission de telles valeurs mobilières, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le Conseil d'Administration ou la personne agissant sur la délégation du Conseil d'Administration appréciera ;
- de les conserver et de les remettre ultérieurement de paiement, d'échange ou autre dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe; ou
- de les annuler totalement ou partiellement par voie de réduction du capital social autorisé par l'Assemblée Générale, notamment en application de la 13^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2018.

Le prix d'achat maximum par action est fixé à 190 euros (hors frais).

¹ Voir note 1 section D.4.3.2. Franchissements de seuils ci-dessus.

² Voir section D.4.3.2 Franchissements de seuils ci-dessus.

Le Conseil d'Administration peut ajuster le prix d'achat maximum susmentionné en cas d'incorporation de primes, de réserves ou de bénéfices, donnant lieu, soit à l'élévation de la valeur nominale des actions, soit à la création et à l'attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas de division de la valeur nominale de l'action ou de regroupement d'actions ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres pour tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant maximum de fonds destinés au programme de rachat s'élève en conséquence à 2 003 461 460 euros, tel que calculé sur la base du capital social au 31 décembre 2017, ce montant maximum pouvant être ajusté pour tenir compte du montant du capital au jour de l'assemblée générale.

Cette autorisation a été octroyée pour une durée de dix-huit (18) mois à compter du 24 mai 2018.

L'auto-détention

Au 30 juin 2018, la Société détenait 371 202 actions soit 0,3% du capital représentant une valeur de portefeuille de 43 412 073,90 euros sur la base du cours de la bourse du 30 juin 2018 et une valeur comptable de 43 813 878,92 euros. Ces actions sont affectées à l'allocation d'actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société ou de son Groupe et correspondent à la couverture des engagements relatifs aux plans LTI et MIP.

La Société a procédé au rachat de :

- (i) 70 000 actions le 22 février 2018 dans le cadre d'un mandat donné à un prestataire de services d'investissements comme annoncé le même jour par le Groupe ;
- (ii) 360 000 actions du 1^{er} juin au 12 juin 2018, dans le cadre d'un mandat donné à un prestataire de services d'investissements comme annoncé par le Groupe le 28 mai 2018.

Entre le 1^{er} janvier 2018 et le 30 juin 2018, la Société a transféré 391 276 actions de la Société à des bénéficiaires de plans d'intéressement à long terme.

D.4.3.4 Effet potentiel futur sur le capital

Actions potentielles

Sur la base de 106 884 219 actions émises au 30 juin 2018, le capital social pourrait être augmenté jusqu'à un maximum de 3 174 424 d'actions nouvelles, soit 2,97% du capital social avant dilution. Cette dilution pourrait intervenir du fait de l'exercice des options de souscription d'actions attribuées aux salariés ou de l'acquisition des actions de performances qui se présentent comme suit :

<i>En nombre d'actions</i>	30 juin 2018	31 décembre 2017	Variation	% dilution
Nombre d'actions émises	106 884 219	105 445 349	1 438 870	
Issues des options de souscription d'actions	375 204	406 707	-31 503	0,4%
Actions de performance	2 799 220	2 799 220	0	2,6%
Dilution potentielle	3 174 424	3 205 927	-31 503	3,0%
Total du capital potentiel	110 058 643	108 651 276	1 407 367	

Sur un total de 375 204, aucune option de souscription n'avait de prix d'exercice Supérieur au cours de bourse de l'action au 30 juin 2018 (€ 116.95 closing stock price as of June 29, 2018).

Evolution des options de souscription d'actions

Nombre d'options de souscription d'actions au 31 décembre 2017	406 707
Options de souscription attribuées durant le premier semestre 2018	-
Options de souscription exercées durant le premier semestre 2018	31 502
Options de souscription déchues ou périmées durant le premier semestre 2018	-
Nombre d'options de souscription d'actions au 30 juin 2018	375 204

Au 30 juin 2018, la totalité des options de souscription d'actions accordée par le Groupe sont toutes déjà exerçables et dans la monnaie.

Autorisations en cours portant sur des actions et autres valeurs mobilières

Conformément aux résolutions votées par l'Assemblée Générale du 24 mai 2018, les autorisations d'intervenir sur le capital social et d'émettre des actions et autres valeurs mobilières en cours de validité sont les suivantes au 22 juillet 2018 :

Autorisation	Montant des autorisations (valeur nominale)	Utilisation des autorisations (valeur nominale)	Solde non utilisé (valeur nominale)	Date d'expiration de l'autorisation
AGE 24 mai 2018 12e résolution Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions	10% du capital ajusté à tout moment	360 000	9,66%	24/11/2019 (18 mois)
AGE 24 mai 2018 13e résolution Réduction du capital social	10% du capital ajusté au jour de la réduction	0	10% du capital ajusté au jour de la réduction	24/07/2020 (26 mois)
AGE 24 mai 2018 14e résolution Augmentation de capital avec DPS	31 700 186	0	31 700 186	24/07/2020 (26 mois)
AGE 24 mai 2018 15e résolution Augmentation de capital sans DPS par offre au public ^{1,2}	10 566 728	0	10 566 728	24/07/2020 (26 mois)
AGE 24 mai 2018 16e résolution Augmentation de capital sans DPS par placement privé ^{1,2}	10 566 728	0	10 566 728	24/07/2020 (26 mois)
AGE 24 mai 2018 17e résolution Augmentation de capital sans DPS en vue de rémunérer des apports en nature ^{1,2}	10 566 728	0	10 566 728	24/07/2020 (26 mois)
AGE 24 mai 2018 18e résolution Augmentation du nombre de titres en cas d'augmentation de capital avec ou sans DPS ^{1,2,3}	Extension de 15% maximum de l'émission initiale	0	Extension de 15% maximum de l'émission initiale	24/07/2020 (26 mois)
AGE 24 mai 2018 19e résolution Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres	3 865 millions	0	3 865 millions	24/07/2020 (26 mois)
AGE 24 mai 2018 20e résolution Augmentation du capital social réservée aux salariés ¹	2 113 345	0	2 113 345	24/07/2020 (26 mois)
AGE 24 juillet 2018 21e résolution Autorisation d'attribution d'actions gratuites aux salariés et mandataires sociaux	951 005	891 175	59 830	24/07/2021 (38 mois)

¹ Toute augmentation de capital au titre des 15e, 16e, 17e, 18e et 20e résolutions de l'AGM du 24 mai 2018 s'imputera sur le plafond fixé à la 14e résolution de l'AGM du 24 mai 2018.

² Les augmentations de capital effectuées sans droit préférentiel de souscription au titre des 15e, 16e, 17e et 18e résolutions de l'AGM du 24 mai 2018 sont soumises à un sous-plafond global correspondant à 10% du capital de la Société au jour de l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2018 (soit un montant nominal de 10 566 728 euros). Toute augmentation de capital en vertu desdites résolutions s'imputera sur ce sous-plafond global.

³ L'émission supplémentaire s'impute (i) sur le plafond de la résolution en vertu de laquelle est décidée l'émission initiale, (ii) sur le plafond global prévu à la 14e résolution de l'AGM du 24 mai 2018, et (iii) dans l'hypothèse d'une augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription, sur le montant du sous-plafond mentionné au point 2 ci-dessus.

Le nombre d'actions nouvelles autorisées pouvant être émises dans le cadre des délégations de compétence susvisées (les 18ème et 19ème résolutions de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 étant mises à part) s'élève à 32 651 191, ce qui représente 30,55% du capital social mis à jour le 30 juin 2018.

E. Contacts

E.1 Contacts

Les investisseurs institutionnels, analystes financiers ainsi que les actionnaires individuels peuvent, pour toute information, contacter :

Gilles Arditti

Directeur Exécutif Relations Investisseurs & Communication Financière

Tel +33 (0) 1 73 26 00 66
gilles.arditti@atos.net

Aurélie Le Pollès

Manager Relations Investisseurs & Communication Financière

+33 1 73 26 42 35
aurelie.lepollès@atos.net

Ou envoyer toute demande d'information à l'adresse : investors@atos.net

E.2 Calendrier financier

23 octobre 2018	Chiffre d'affaires du troisième trimestre 2018
21 février 2019	Résultats annuels 2018
25 avril 2019	Chiffre d'affaires du premier trimestre 2019

E.3 Table de concordance AMF

La présente table de concordance reprend les principales rubriques prévues par le Règlement (CE) numéro 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 (le « Règlement ») et renvoie aux pages de la présente Actualisation du Document de référence et, le cas échéant, du Document de référence où sont mentionnées les informations relatives à chacune de ces rubriques.

N°	Rubriques figurant dans l'annexe 1 du Règlement	Sections dans l'actualisation du Document de Référence	Pages	Sections dans le Document de Référence 2017
1.	Personnes responsables			
1.1	Indication des personnes responsables	C.1	54	A.4.1
1.2	Déclaration des personnes responsables	C.2	54	A.4.2
2.	Contrôleurs légaux des comptes	C.3	54	
2.1	Nom et adresse des contrôleurs légaux des comptes	C.3	54	A.4.3
2.2	Information concernant les modifications apportées aux contrôleurs légaux des comptes au cours de la période	C.3	54	A.4.3
3.	Informations financières sélectionnées			
3.1	Informations financières historiques	N/A	N/A	A.5.1 ; E.3
3.2	Informations financières intermédiaires	A.2 ; B	7-21 ; 25-53	N/A
4.	Facteurs de risques			F.1 à F.5.
2765.	Informations concernant l'émetteur			
5.1.	Histoire et évolution de la Société			
5.1.1	Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	N/A	N/A	G.1.2
5.1.2	Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur	N/A	N/A	G.1.2
5.1.3	Date de constitution et durée de vie de l'émetteur	N/A	N/A	G.1.2
5.1.4	Siège social et forme juridique de l'émetteur, législation régissant ses activités, son pays d'origine, adresse et numéro de téléphone de son siège	N/A	N/A	G.1.2
5.1.5	Événements importants dans le développement des activités de l'émetteur	N/A	N/A	A.5.2 ; A.6.1
5.2.	Investissements	N/A	N/A	E3.3.3 ; C6
6.	Aperçu des activités			
6.1.	Principales activités			
6.1.1	Nature des opérations effectuées par l'émetteur et ses principales activités	A.2	7-21	A.1 ; A.2 ; C
-56.1.2	Nouveaux produits ou services développés	A.1	3-6	B.3 ; C
6.2.	Principaux marchés	N/A	N/A	A.1 ; A.2 ; B.2 ;
6.3.	Événements exceptionnels	N/A	N/A	N/A
6.4.	Dépendance vis-à-vis des brevets, licences, contrats et procédés de fabrication	N/A	N/A	F.1 ; F.3.3
6.5.	Éléments fondateurs des déclarations concernant la position concurrentielle	N/A	N/A	B.2
7.	Organigramme	N/A	N/A	
7.1.	Description sommaire du Groupe	N/A	N/A	E.5.4 ; G.1.2
7.2	Liste des filiales importantes	N/A	N/A	E.4.7.4 ; Note 30
8.	Propriétés immobilières, usines et équipements	N/A	N/A	
8.1.	Immobilisations corporelles importantes			E.4.7.4 - Note 13
8.2	Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	N/A	N/A	D.5
9.	Examen de la situation financière et du résultat	A.2 ; B	7-21 ; 25-53	
9.1.	Situation financière	A.2 ; B	7-21 ; 25-53	E.1 ; E.3
9.2.	Résultat d'exploitation			
9.2.1	Facteurs importants, influant sur le revenu d'exploitation de l'émetteur	A.2 ; B	7-21 ; 25-53	E.1 ; E.3
9.2.2	Explication des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets	A.2 ; B	7-21 ; 25-53	E.1 ; E.3
9.2.3	Stratégie ou facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur	A.2 ; B	7-21 ; 25-53	E.1 ; E.3
10.	Trésorerie et capitaux	A.2 ; B	7-21 ; 25-53	
10.1.	Capitaux de l'émetteur	A.2 ; B	7-21 ; 25-53	E.3 ; G.6

N°	Rubriques figurant dans l'annexe 1 du Règlement	Sections dans l'actualisation du Document de Référence	Pages	Sections dans le Document de Référence 2017
10.2.	Source et montant des flux de trésorerie	A.2 ;B	7-21; 25-53	E.3.2
10.3.	Conditions d'emprunt et structure de financement	A.2 ;B	7-21; 25-53	E.3.3
10.4.	Restrictions à l'utilisation des capitaux	N/A	N/A	N/A
10.5.	Sources de financement nécessaires honorer les engagements			E.3.3
11.	Recherche et Développement, brevets et licences	N/A	N/A	C.6
12.	Information sur les tendances			
12.1	Principales tendances ayant affecté la production, les ventes et les stocks, les coûts et les prix de vente depuis la fin du dernier exercice	A.2 ;B	7-21; 25-53	B ; C ; E.1
12.2	Tendances connues, incertitudes ou demandes ou engagements ou événements raisonnablement susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur	A.2 ;B	7-21; 25-53	B ; C ; E.1
13.	Prévisions ou estimations du bénéfice	N/A	N/A	N/A
14.	Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction Générale			
14.1.	Composition – déclarations	D.1	55	A.6.2 ; G.2.3
14.2.	Conflits d'intérêts	N/A	N/A	G.2.3.10
15.	Rémunération et avantages			
15.1.	Rémunérations et avantages en nature	D3	55-57	G.3
15.2.	Retraites et autres avantages	D3	55-57	G.3
16.	Fonctionnement des organes d'administration et de direction			
16.1.	Mandats des membres du Conseil d'Administration et de direction	D.1	55	G.2.3
16.2.	Contrats de service liant les membres des organes d'administration et de direction	N/A	N/A	G.2.3.8 ; G.2.3.9
16.3.	Informations sur le Comité d'Audit et le Comité des Rémunérations	N/A	N/A	G.2.6 ; G.2.7
16.4.	Déclaration relative au gouvernement d'entreprise	N/A	N/A	G.2.1
17.	Salariés	N/A	N/A	
17.1.	Nombre de salariés	A.2.6	20	D.2; E.1.7
17.2.	Participations dans le capital de l'émetteur et stock-options	D4.3	59-64	G.3 ; G.6.1 ; G.6.2
17.3.	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	N/A	N/A	D.2.1.3
18.	Principaux actionnaires			
18.1.	Identification des principaux actionnaires	D4.3	59-64	G.6.1 ; G.6.2 ; G.6.7
18.2.	Existence de droits de vote différents	D4.3	59-64	G.6.1.2
18.3.	Contrôle de l'émetteur	N/A	N/A	G.6.1 ; G.6.2 ; G.6.7
18.4.	Accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle	N/A	N/A	G.6
19.	Opérations avec des apparentés	A5	24	E.4.7.4 - Note 28
20.	Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur			
20.1.	Informations financières historiques	A.2 ;B	7-21; 25-53	A.5 ; E.1 ; E.3 ; E.4
20.2.	Informations financières pro forma	N/A	N/A	N/A
20.3.	Etats financiers			E.4
20.4.	Vérifications des informations financières historiques annuelles			
20.4.1	Déclaration attestant que les informations financières historiques ont été vérifiées	B3	54	E.4.1
20.4.2	Indication des autres informations vérifiées par les contrôleurs légaux	N/A	N/A	N/A
20.4.3	Indication de la source et de l'absence de vérification des informations financières figurant dans le document d'enregistrement qui ne sont pas tirées des états financiers vérifiés de l'émetteur	N/A	N/A	N/A
20.5.	Date des dernières informations financières	N/A	N/A	E1
20.6.	Informations financières intermédiaires et autres	N/A	N/A	N/A
20.7.	Politique de distribution des dividendes	D4.2	59	G.1.3 ; G.6.3
20.7.1	Montant des dividendes	D4.2	59	G.6.3
20.8.	Procédures judiciaires et d'arbitrage	A4	22	F.5
20.9.	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	A.2 ;B	7-21; 25-53	E.3
21.	Informations complémentaires			
21.1.	Capital social			
21.1.1	Montant du capital souscrit	D4	58-64	G.6
21.1.2	Actions non représentatives du capital	D4	58-64	N/A
21.1.3	Actions détenues par l'émetteur lui-même	D3.4	61-64	G.6

N°	Rubriques figurant dans l'annexe 1 du Règlement	Sections dans l'actualisation du Document de Référence	Pages	Sections dans le Document de Référence 2017
21.1.4	Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de Souscription	D3.4.3	63	G.6.7.7
21.1.5	Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	N/A	N/A	N/A
21.1.6	Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option	N/A	N/A	G.6
21.1.7	Historique du capital social	N/A	N/A	G.6
21.2.	Acte constitutif et statuts			
21.2.1	Description de l'objet social de l'émetteur	N/A	N/A	G.1.2
21.2.2	Résumé de toute disposition contenue dans l'acte constitutif, les statuts, de l'émetteur concernant les membres de ses organes d'administration, de direction et de surveillance	N/A	N/A	G.1
21.2.3	Description des droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions	N/A	N/A	G.1.3 ; G.6.3
21.2.4	Description des actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires	N/A	N/A	G.1
21.2.5	Description des conditions régissant la manière dont les Assemblées Générales Annuelles et Extraordinaires sont convoquées	N/A	N/A	G.1
21.2.6	Description de toute disposition qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle de l'émetteur	N/A	N/A	G.1
21.2.7	Indication de toute disposition fixant le seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée	N/A	N/A	G.1
21.2.8	Description des conditions régissant les modifications du capital lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit	N/A	N/A	N/A
22.	Contrats importants	A1	3-6	E.1.5 ; F.1 ; F.2
23.	Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts			
23.1	Déclaration ou rapport attribué(e) à une personne intervenant en qualité d'expert	N/A	N/A	N/A
23.2	Informations provenant d'une tierce partie	N/A	N/A	N/A
24.	Documents accessibles au public	N/A	N/A	G.1.1 ; G.1.2 ; G.6
25.	Informations sur les participations	N/A	N/A	E.4.7.4 – Note 30

E.4 Table des matières détaillée

A.	RAPPORT D'ACTIVITÉ.....	3
A.1	Atos au premier semestre 2018.....	3
A.2	Revue opérationnelle.....	7
A.2.1	Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants.....	7
A.2.2	Performance par Division.....	8
A.2.3	Performance par Entité Opérationnelle.....	14
A.2.4	Chiffre d'affaires par Marché.....	19
A.2.5	Prise de commandes.....	20
A.2.6	Ressources Humaines.....	21
A.3	Objectifs 2018.....	22
A.4	Facteurs de risques.....	23
A.4.1	Litiges en matière fiscale.....	23
A.4.2	Litiges en matière commerciale.....	23
A.4.3	Litiges en matière sociale.....	24
A.4.4	Garanties de passif.....	24
A.4.5	Autres.....	24
A.5	Parties liées.....	24
B.	ETATS FINANCIERS.....	25
B.1	Revue financière.....	25
B.1.1	Etat du résultat global.....	25
B.1.2	Tableau de flux de trésorerie et trésorerie nette.....	29
B.2	Etats financiers consolidés résumés semestriels.....	31
B.2.1	Compte de résultat consolidé semestriel.....	31
B.2.2	Etat du résultat global semestriel.....	32
B.2.3	Etats consolidés semestriels de la situation financière.....	33
B.2.4	Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel.....	34
B.2.5	Variation semestrielle des capitaux propres consolidés.....	35
B.2.6	Annexe aux états financiers consolidés résumés semestriels.....	36
B.3	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018.....	53
C.	PERSONNES RESPONSABLES.....	54
C.1	Responsable de l'Actualisation du Document de Référence.....	54
C.2	Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence.....	54
C.3	Responsables du contrôle des comptes.....	54
D.	GOVERNANCE ET INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES.....	55
D.1	Renouvellement de mandats et composition du Conseil d'Administration.....	55
D.2	Assemblée générale annuelle du 24 mai 2018.....	55
D.3	Rémunération et actionariat des dirigeants.....	56
D.3.1	Plan d'attribution d'actions de performance décidé le 22 juillet 2018.....	56
D.3.2	Actions de performance devenues disponibles depuis le 1 ^{er} janvier 2018 pour le Président-Directeur général - Tableau AMF n°7.....	57
D.3.3	Options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1 ^{er} janvier 2018 par le Président-Directeur général - Tableau AMF n°5.....	57
D.4	Evolution du capital.....	58
D.4.1	Informations de base.....	58
D.4.2	Dividendes.....	59
D.4.3	Capital.....	59

E.	CONTACTS	65
E.1	Contacts.....	65
E.2	Calendrier financier	65
E.3	Table de concordance AMF.....	66
E.4	Table des matières détaillée	69

